

Norman G. Finkelstein
Préface de Jean Bricmont

TUEA L'ESPOIR

INTRODUCTION AU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN



Norman G. Finkelstein
Préface de Jean Bricmont

TUEA L'ESPOIR

INTRODUCTION AU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

éditions ★ aden

Préface

I. Pour en finir avec l'intimidation

Commençons par une histoire impossible. Imaginons que l'Afrique, par miracle, soit devenue riche et puissante, et que l'Europe soit devenue pauvre, divisée et sans indépendance réelle. Imaginons aussi que, lassés des massacres à répétition dont ils sont l'objet, les Tutsis décident de fonder un foyer ailleurs. Certains de leurs chefs désignent la Wallonie comme étant ce nouveau foyer. D'autres Africains, pour résoudre ce que certains appellent le « problème Tutsi », approuvent ce projet. Ainsi, un flot de Tutsis commencent à s'installer dans cette région avec armes et bagages, en proclamant que les habitants qui s'y trouvent n'ont qu'à aller ailleurs. Avec leurs richesses, leur détermination et leurs armes, les Tutsis arrivent rapidement à s'emparer des fermes, des forêts et des villes et à en chasser la majorité des

indigènes, soit par des moyens légaux, soit par l'intimidation. Une bonne partie de la Wallonie devient le nouvel État Tutsi, lequel se vante d'être particulièrement bien gouverné et démocratique. Toute l'Afrique l'admire.

Pourtant, à la surprise des Africains, la plupart des Wallons s'opposent à cet arrangement. Désarmés, soutenus parfois par d'autres Européens qui sont néanmoins divisés et dont les dirigeants sont faibles et indécis, ils se livrent à plusieurs barouds d'honneur qui ne font que permettre à l'État Tutsi de s'agrandir. Les Africains n'arrivent pas à comprendre pourquoi les Belges et les autres Européens sont incapables d'apprécier la supériorité du système introduit sur leur continent par les Tutsis. Alors que les Tutsis du monde entier sont invités à venir s'y installer, on explique aux habitants expulsés qu'il existe déjà des états francophones où ils peuvent aller. Tous ceux qui, en Europe ou ailleurs, dénoncent cette situation risquent d'être traités de racistes « anti-Tutsis ». Lorsque, parqués dans certains lambeaux de l'ex-Wallonie, complètement entourés par l'armée Tutsi, un certain nombre d'autochtones se lancent dans des actions violentes et désespérées, les commentateurs rivalisent de théories sur les particularités de la culture des Wallons qui les poussent à un tel fanatisme.

On peut douter que notre principale préoccupation, si par impossible nous nous trouvions dans une telle situation, serait « de mettre fin à la violence » des habitants originaux de la Wallonie, de mettre sur le même

piéd les deux camps ou d'amener tous les Belges et plus généralement les Européens à garantir avant toute autre chose la sécurité de l'État Tutsi à l'intérieur de « frontières sûres et reconnues ». Pourtant, la responsabilité de la Belgique dans les malheurs des Tutsis, à travers sa politique coloniale, est incomparablement plus grande que celle, inexistante, des Palestiniens dans les persécutions des Juifs en Europe.

Le but de cette fable n'est nullement de comparer ou de prétendre établir une équivalence entre deux histoires tragiques, celle des Juifs et des Tutsis, mais uniquement d'illustrer le fait que l'attitude des Arabes vis-à-vis d'Israël n'est pas nécessairement due à une culture ou à une religion violente et étrange, mais est celle que n'importe qui pourrait avoir, une fois mis dans une situation semblable à la leur¹. C'est surtout cette situation qui est étrange. Le reconnaître ne signifie pas qu'on puisse ou qu'on doive revenir sur ce qui a été fait dans le passé. Comme le souligne ailleurs Norman Finkelstein, avec le temps, le fait accompli, même initialement injuste, devient irréversible². Mais si l'on veut arriver à une paix véritable, non seulement entre Arabes et Israéliens, mais aussi entre l'Occident et le monde arabo-musulman, alors il faut commencer par comprendre pourquoi les autres voient le monde comme ils le voient, et par identifier honnêtement l'agresseur et l'agressé³.

Cette fable veut aussi illustrer le fait que, tant que l'on voit le conflit en termes de lutte contre le terrorisme, de conflits entre états, ou même de violation des droits

de l'homme, on en omet un élément essentiel, à savoir que l'État d'Israël est une continuation du colonialisme européen. C'est cet aspect (souvent invisible en Europe) qui le rend odieux aux yeux de tant de personnes dans le monde arabo-musulman, et dans le reste du tiers monde⁴. N'importe quel enfant à Rabat sait que s'il a été possible de créer l'État d'Israël comme il l'a été et là où il l'a été, c'est parce que la population indigène qui a fait les frais de cette opération était constituée d'Arabes (comme lui) et non pas d'Européens organisés au sein d'états puissants et qui se considèrent comme supérieurs. Et, cela, c'est difficile à accepter.

On peut discuter pour savoir si le sionisme est un racisme, mais ce qui est certain, c'est que ce projet doit son triomphe à la fois à la volonté des puissances européennes (et, ensuite, des États-Unis) de contrôler une région ayant une grande importance stratégique, et aux préjugés racistes partagés par presque tous les Européens de l'époque. Comme le fait remarquer l'écrivain palestinien Edward Said, «si l'on pense à Churchill, Weizman, Einstein, Freud, Reinhold Niebuhr, Eleanor Roosevelt, Truman, Chagall, les grands chefs d'orchestre Otto Klemperer et Arturo Toscanini, plus des dizaines et des dizaines d'autres en Grande-Bretagne, aux États-Unis, en France et ailleurs en Europe, et que l'on essaie de produire une liste de gens soutenant les Palestiniens qui aurait pu contrebalancer cet immense déploiement d'influence et de prestige, on ne trouve presque rien»⁵. Et la situation n'a pas radicalement changé depuis lors. Indépendamment

de toute donnée démographique, si un livre affirmait, entre autres amabilités, que les Juifs, ou les Noirs, ou les Asiatiques «se multiplient comme des rats», il ne recevrait pas l'accueil qu'à reçu celui d'Oriana Fallaci, *La rage et l'orgueil*, et qui dit exactement cela des «fils d'Allah»⁶. Le racisme anti-musulman est le seul qu'il soit encore possible d'afficher ouvertement sans craindre l'opprobre.

Pour illustrer l'injustice infligée par les Occidentaux au monde arabe et au reste du monde, on peut aussi procéder à des comparaisons basées sur des événements réels. Que se passerait-il si l'on appliquait à l'invasion américaine de l'Irak les principes qu'eux-mêmes ont invoqués lors de l'invasion du Koweït par l'Irak ? Il faudrait bombarder longuement les États-Unis, détruire leur potentiel industriel, leur imposer un embargo provoquant d'innombrables morts, jusqu'à ce qu'ils éliminent toute trace de leurs armes de destruction massive. Ou encore, imaginons que, par souci pour les Palestiniens, l'on convoque les dirigeants israéliens dans un palais en Arabie Saoudite, leur ordonnant d'accepter immédiatement le déploiement de troupes arabes en Israël même, et que, suite à leur refus prévisible, on les bombarde jusqu'à ce qu'ils abandonnent les territoires occupés. Il n'est pas certain qu'une telle démarche susciterait l'enthousiasme de tous ceux qui ont applaudi lorsque, en 1999, les Occidentaux ont agi de façon analogue envers la Yougoslavie⁷.

Il faut aussi replacer le conflit dans un cadre plus large. L'expulsion des Palestiniens a été une catastrophe, non

seulement pour eux, mais aussi pour les pays avoisinants. Quel pays européen accepterait sur son sol des dizaines de milliers d'étrangers armés vivant dans des camps ? Quels effets de déstabilisation cette situation a-t-elle pu avoir sur des sociétés fragiles comme le Liban ou la Jordanie ? C'est très bien de dire que les pays arabes auraient dû les intégrer, mais que faisons-nous ici avec les réfugiés qui sont nos alliés politiques, comme les Kosovars albanais, les Kurdes irakiens ou les Afghans ? On tente de s'en débarrasser dès que possible – il est entendu que les pays riches ont le droit de refuser « d'accueillir toute la misère du monde », mais que ce droit est impossible à appliquer dans bien des pays pauvres. Et que dire de l'action d'Israël dans le reste du monde ? De l'Afrique du Sud au Guatemala, nombreux sont les endroits où Israël a soutenu des régimes abominables de façon plus ouverte que les États-Unis ne pouvaient le faire. Notons que, en parallèle à cette politique israélienne, bon nombre de ceux qui défendent Israël ont tendance à soutenir les États-Unis face au tiers monde, même en dehors du Moyen-Orient⁸. Enfin, il y a la question de la course aux armements. Les principaux responsables sont, en général, ceux qui se situent en tête de cette course car ils incitent ainsi les autres à éternellement tenter (à tort ou à raison) de rattraper leur retard. C'est le cas des États-Unis, face à l'URSS dans le passé et, aujourd'hui, face au reste du monde. Et localement, au Moyen-Orient, c'est le cas d'Israël face aux pays arabes. Cette dynamique, qui contribue

à la militarisation de sociétés peu développées, sortant à peine de jougs coloniaux, comme l'Égypte, la Syrie ou l'Irak, y a sans doute renforcé l'emprise de dictatures sur les méfaits desquels les humanistes occidentaux versent ensuite des larmes de crocodiles.

Ce qui précède sont pratiquement des banalités ; néanmoins, les énoncer n'est pas facile. Lorsque des Juifs comme Norman Finkelstein osent critiquer la politique du mouvement sioniste, on essaie de les faire taire en les accusant d'une étrange maladie psychologique, la « haine de soi ». Et, pour ce qui est des non-Juifs, un seul mot suffit : antisémitisme. Toutes ces « explications », énoncées sans preuves, ne servent qu'à éviter d'aborder les arguments rationnels qu'on peut avancer en faveur de telle ou telle attitude politique. Même si l'inkelstein se haïssait lui-même, cela ne prouverait nullement que ce qu'il écrit est erroné.

Il y a un argument fréquemment utilisé par les sionistes, lié d'ailleurs à l'accusation d'antisémitisme ou de haine de soi, qui mérite néanmoins qu'on y prête attention. C'est celui de l'indignation sélective. Comment les Européens osent-ils critiquer Israël alors que ce sont eux qui sont responsables du malheur des Juifs ? Quant aux Américains, il n'y a qu'à voir ce qu'ils font en Afghanistan, en Irak ou ont fait dans le temps au Viêt-Nam⁹. Je ne pense pas, contrairement à beaucoup d'entre eux, que les Européens ou les Américains puissent simplement répondre qu'ils ne sont pas responsables du passé ou de ce que font par ailleurs leurs gouver-

nements. C'est sur un passé sanguinaire que nous avons édifié notre niveau de vie ainsi que des institutions stables ; nous ne pouvons pas simplement oublier ce que notre développement a coûté, et continue d'ailleurs à coûter, aux autres. De plus, nous sommes en premier lieu responsables de l'action de nos gouvernements, puisque ce sont ceux-là que nous pouvons en principe influencer le plus facilement. Par conséquent, la critique concernant l'indignation sélective est valide lorsqu'elle s'adresse à ceux qui se focalisent sur l'État d'Israël et sur lui seul, en oubliant le reste des interventions américaines et occidentales dans le monde, lesquelles font bien plus de dégâts que ce que ne peut faire Israël. La réponse juste consiste à adopter une perspective anti-impérialiste globale à l'intérieur de laquelle la critique d'Israël a une place incontournable. C'est dans cette perspective que s'inscrit Finkelstein, même si, étant donné que l'État d'Israël prétend parler au nom de tous les Juifs et surtout au nom des survivants du génocide et de leurs familles, il concentre son travail sur le conflit israélo-palestinien.

Ces dernières décennies, on a vu se multiplier des organismes, essentiellement basés dans les pays riches, observant et dénonçant les violations des droits de l'homme dans les pays pauvres, ces derniers étant d'ailleurs souvent des ex-victimes de la violence coloniale des premiers. Ce dont le monde aurait besoin aujourd'hui c'est, en parallèle avec ces associations, d'un observatoire de l'impérialisme, qui dénonce non seule-

ment les guerres et leurs propagandes mais toutes les manœuvres, toutes les pressions économiques et autres grâce auxquelles prospère et se perpétue l'injustice du monde. Cet observatoire pourrait tenter de contrer la masse de désinformations et de réécritures de l'histoire qui caractérisent la perception occidentale des rapports entre nous et le reste du monde. Le présent ouvrage, en nous donnant une analyse réaliste du conflit israélo-palestinien, à la fois sur son histoire et sur le présent, est un pas dans cette direction.

II. Qui est Norman Finkelstein ?

*L'industrie de l'holocauste*¹⁰ est le seul livre que j'ai lu deux fois d'affilée, et d'une seule traite. D'une part, parce que j'étais surpris par son contenu. En effet, lorsque les banques suisses ont été attaquées par des associations se réclamant des survivants du génocide, je sympathisais spontanément avec ces dernières. Et voilà qu'un fils de tels survivants (son père a été à Auschwitz, sa mère à Majdanek) montrait que le procès intenté à ces banques était en fait très discutable. Mais, surtout, le ton du livre, la hargne, l'indignation de l'auteur face à l'exploitation de la souffrance juive à la fois par des intérêts privés et par les apologistes de l'État d'Israël possède une force morale absolument fascinante. Bien entendu, la presse s'est acharnée sur cet ouvrage, *Le Monde* allant jusqu'à lui consacrer deux pages de com-

mentaires négatifs (à part un court article favorable de Raul Hilberg, un des premiers historiens du génocide des Juifs d'Europe), tout en évitant soigneusement d'aborder réellement les arguments de Finkelstein.

Lorsqu'il travaillait à sa thèse à l'université de Princeton, Finkelstein découvrit le caractère frauduleux d'un livre (*From Time Immemorial*, de Joan Peters) qui prétendait montrer que la Palestine était relativement peu peuplée lorsque les sionistes y sont arrivés et qui avait été applaudi par une bonne partie de l'intelligentsia". Il fit part de cette trouvaille à une vingtaine d'universitaires qui avaient exprimé de la sympathie pour la cause palestinienne. Un seul lui répondit : c'était Noam Chomsky. Il l'encouragea à approfondir ses recherches mais l'avertit aussi de ce qui allait se passer, ce que le reste de la vie de Finkelstein allait confirmer. Néanmoins, sans les encouragements de Chomsky, Finkelstein n'aurait sans doute pas persévéré.

En cherchant à publier sa découverte, Finkelstein rencontra un rabbin se décrivant lui-même comme « sioniste libéral », qui se disait impressionné par son érudition. Il demanda à Finkelstein s'il faisait partie de l'équipe de Chomsky. Lorsque Finkelstein exprima son admiration pour Chomsky, les contacts furent immédiatement rompus. Trouver quelqu'un qui accepte de diriger la thèse d'un tel étudiant n'est pas facile. En effet, Finkelstein ne se contentait pas de dénoncer les erreurs de Joan Peters mais attaquait aussi la culture intellectuelle qui l'avait portée au pinacle. Les profes-

seurs, l'un après l'autre, tous de gauche bien sûr, évitaient de porter ce fardeau. Il a ainsi appris une leçon importante de la vie universitaire : trop souvent, les gens de gauche n'y ont pas plus de principes que ceux de droite. Être de gauche à l'université revient, dans la plupart des cas, à exprimer de nobles sentiments sans lien avec une quelconque action politique et à se donner ainsi bonne conscience à peu de frais. L'impact de Chomsky sur Finkelstein (comme d'ailleurs sur l'auteur de cette préface) s'explique en grande partie par le contraste entre sa rigueur intellectuelle et morale et le mélange de prétention et de vacuité qui caractérise une bonne partie de la gauche intellectuelle.

Depuis la défense de sa thèse portant sur le sionisme, en 1988, et jusque récemment, Finkelstein a travaillé essentiellement comme professeur auxiliaire, c'est-à-dire payé à l'heure, sans contrat au-delà de l'année en cours, sans assurance médicale et souvent sans bureau. Un jour, ayant eu un accident, il se rendit à l'infirmerie de son université. Après avoir attendu son tour pour voir un médecin, on lui expliqua que les auxiliaires n'avaient droit à être vus que par des infirmières.

Notons qu'aux États-Unis, pas mal de cours sont donnés par de tels auxiliaires et l'on peut craindre que les autorités européennes ne découvrent un jour ou l'autre la nécessité de « réformes » généralisant chez nous ce système.

Jamais Finkelstein n'a donné de cours sur sa spécialité, le Moyen-Orient, et jamais il n'a reçu d'argent pour

effectuer des recherches sur ce sujet. Néanmoins, son livre sur l'industrie de l'holocauste a été traduit en quinze langues. Il enseigne aujourd'hui dans une université catholique qui a, au moins, le courage de le garder, contrairement à la plupart des universités où il a travaillé précédemment et qui ont fini par l'exclure, malgré les nombreux éloges des étudiants sur la qualité de son enseignement. Pendant qu'il donnait son derniers cours (d'ailleurs filmé par les autorités) dans un de ces établissements frileux, la police à cheval attendait hors du bâtiment. Dans un autre, les étudiants, ayant plus d'humour que les autorités académiques, lui ont offert à cette occasion une peinture représentant un homme montant au ciel sur un escalier où était déployé un drapeau rouge. Lors de ses nombreuses mésaventures universitaires, il a pu constater l'absence de soutien de la part des professeurs et des étudiants les plus verbalement à gauche.

On pourrait transposer à Norman Finkelstein les propos suivant de l'écrivaine indienne Arundhati Roy : « Quand j'ai commencé à lire Chomsky, je me suis dit que son déploiement d'arguments, leur quantité, leur implacabilité, étaient un peu, comment dire, insensés. Un quart des arguments qu'il avait amassés aurait suffi à me convaincre. J'avais l'habitude de me demander pourquoi il devait travailler tant. Mais maintenant je comprends que l'amplitude et l'intensité du travail de Chomsky sont un baromètre de l'amplitude, de l'étendue et de l'implacabilité de la machine de propagande

à laquelle il fait face¹²». Beaucoup d'universitaires affirment qu'un autre monde (à venir) est possible. Peut-être ; mais un autre monde académique serait déjà réalisé si des gens comme Finkelstein ou Chomsky étaient pris comme modèles plutôt que d'être marginalisés, démonisés ou réduits à l'état de parias».

Les parents de Finkelstein n'ont jamais voulu profiter de ce qu'il appelle l'industrie de l'holocauste, bien qu'ils auraient pu le faire. En effet, cette «industrie», identifiant communisme et fascisme, était parfaitement fonctionnelle dans le discours de la guerre froide et heurte la mémoire de ceux qui, comme eux, n'ont jamais oublié que c'est l'Union Soviétique qui a vaincu le nazisme et libéré les survivants d'Auschwitz. Pendant la guerre du Viêt-Nam, sa mère ne supportait pas de regarder les actualités, car elle voyait dans les bombardements américains une continuation de ce dont elle avait elle-même souffert. Il est d'ailleurs curieux qu'on reproche souvent à Finkelstein de nier ou de minimiser le génocide des Juifs, alors qu'en réalité il est obsédé par cette tragédie, comme l'était d'ailleurs sa mère. Mais la leçon que Finkelstein et ses parents ont tiré des souffrances juives est radicalement universaliste : s'opposer à toute injustice, et plus particulièrement à celles dont nous sommes les plus directement responsables, c'est-à-dire celles liées à l'impérialisme occidental, comme le Viêt-Nam ou la Palestine.

Finkelstein est d'ailleurs un des rares intellectuels à se poser réellement des questions éthiques. Un des rares ?

Les librairies ne sont-elles pas remplies de livres «éthiques», condamnant le totalitarisme, dénonçant le fanatisme musulman (et parfois même américain) ou l'aveuglement passé des communistes ? Mais les questions que se pose Finkelstein sont différentes. Lorsqu'il enseigne à des enfants noirs et qu'il essaie d'établir des contacts avec la communauté noire américaine, il sait que, dans une société raciste, toute démarche de ce genre est inévitablement déséquilibrée : je peux montrer mes bons sentiments et ma générosité en allant vers l'autre, mais lui ne le peut pas. Il n'a pas de solidarité à m'offrir. Finkelstein se rend chaque année en Palestine, mais il sait qu'il peut sortir de cet enfer – pas les Palestiniens. Quel droit a-t-il alors de condamner les attentats-suicides ? Quelles que soient les réponses que l'on apporte à ce genre de questions, ce sont les seules qui méritent d'être posées. La réflexion de Finkelstein illustre bien l'idée que la morale est quelque chose que l'on s'impose à soi-même, pas quelque chose qu'on fait aux autres.

Évidemment, le ton de Finkelstein est dur et sans concession. Mais il faut savoir que des sionistes lui envoient des messages lui souhaitant de mourir du cancer, et vite, ou se réjouissant de la leucémie réelle dont souffre Edward Said¹³. Un jour, en demandant un document à une secrétaire dans son université, il remarqua que son dossier contenait une épaisse liasse de coupures de presse le dénonçant. De plus, les invitations qu'il reçoit pour parler du Moyen-Orient sont parfois annulées pour ne pas «offenser les sensibilités juives»,

ce qui le rend particulièrement hostile au politiquement correct et à la censure, quelles qu'en soient les cibles.

Norman Finkelstein est avec William Blum¹⁴, Noam Chomsky, Alexander Cockburn¹⁵, Barbara Ehrenreich¹⁶, Edward Herman¹⁷, Diana Johnstone¹⁸, Michael Parenti¹⁹, James Petras²⁰ et quelques autres, une de ces voix de l'autre Amérique qui ont été si longtemps et si efficacement étouffées en France. Aujourd'hui, alors que l'agressivité américaine se déploie partout avec insolence, on commence à se rendre compte, avec un certain retard, que ces gens qui nous avertissent depuis longtemps de la menace pesant sur l'ensemble du genre humain, menace causée par l'extraordinaire concentration de pouvoir économique, militaire et culturel entre les mains de la minuscule élite qui contrôle leur pays, n'ont peut-être pas tout à fait tort.

Jean Bricmont

Notes

1. Je veux aussi souligner qu'il n'est pas dans mon intention de discuter ici de la question relativement compliquée de la légitimité des migrations ou de l'accueil qu'il serait souhaitable d'accorder aux immigrés et aux réfugiés. Notons seulement que ceux-ci viennent ici désarmés et sans l'intention de créer un état sur notre sol, ce qui est tout différent de ce qu'a été le projet sioniste. De plus, il ne faut pas oublier que ce projet, qui devait entraîner inévitablement un conflit avec les Palestiniens, a pris forme bien avant le nazisme (dès la fin du XIX^e siècle) et ne peut par conséquent être justifié par les atrocités commises par celui-ci.
2. Néanmoins, le problème posé par cet argument est qu'il risque d'être utilisé pour légitimer l'annexion de facto d'une partie des territoires occupés.
3. Il n'y a d'ailleurs pas qu'Israël. Pensons à la trahison des Arabes par les Anglais et les Français après la fin de l'Empire turc, au renversement de Mossadegh en Iran, à Suez, à la guerre d'Algérie, à la création du Koweït, au soutien constant à la monarchie saoudienne, aux interventions au Liban, à l'embargo contre l'Irak et aux deux guerres du Golfe. Tout cela pour contrôler leurs ressources naturelles ou protéger nos avant-postes coloniaux.

4. Voir Maxime Rodinson, *Peuple juif ou problème juif ?*, Paris, Maspéro, 1981, pour une discussion plus approfondie de la continuité entre colonialisme et Israël.
5. Edward W. Said, *The end of the peace process. Oslo and after*, New York, Vintage Books, 2001, p. 217.
6. Voir le chapitre 7, « Deux poids deux mesures », du courageux livre de Pascal Boniface, *Est-il permis de critiquer Israël ?*, Robert Laffont, Paris, 2003, pour plus de détails sur la réception du livre de Fallaci.
7. Les accords de Rambouillet, dont la non-signature par la Yougoslavie a servi de prétexte à la guerre du Kosovo, prévoyaient le déploiement sur tout le territoire yougoslave de troupes de l'Otan (annexe B, section 8).
8. Pour ne prendre qu'un exemple, dans *La défaite de la pensée* (Paris, Gallimard, 1987, p. 103), le philosophe Alain Finkielkraut s'oppose à l'idée, proposée par l'Unesco, d'un nouvel ordre mondial de l'information, qui permettrait le développement des agences et des médias du tiers monde. Lorsqu'on voit comment les journalistes occidentaux ont couvert la crise irakienne, on peut penser que ce nouvel ordre serait bien nécessaire. Mais inévitablement, il offrirait aussi une autre perspective sur le conflit israélo-palestinien.
9. Une autre version de cet argument consiste à dire que ceux qui s'indignent de la situation en Palestine feraient mieux de se préoccuper du Tibet ou de la Tchétchénie. Mais ici la réponse est facile : contrairement à la situation en Palestine, personne ou presque ne défend chez nous la position russe ou chinoise.
De plus, les gouvernements occidentaux ne soutiennent pas la Russie ou la Chine comme il le font avec Israël et il leur faut bien tenir compte des rapports de force.

10. Norman Finkelstein, *L'industrie de l'holocauste. Réflexions sur l'exploitation de la souffrance juive*. Paris, La Fabrique, 2001.
11. Entre autres par des historiens et intellectuels tels que Saul Bellow, Lucy Dawidowicz, Barbara Tuchman et Elie Wiesel. Voir Norman Finkelstein, *Image and reality of the Israel-Palestine conflict*, London, Verso, 1995, chapitre 2, pour une analyse détaillée du livre de Peters, du soutien qu'elle a reçu et des difficultés rencontrées par Finkelstein pour faire connaître et admettre la fraude.
12. Préface par Arundhati Roy à la nouvelle édition de Noam Chomsky, *For Reasons of State*, New York, The New Press, 2003.
13. Voir son site : <http://www.normanfinkelstein.com/>.
14. Voir William Blum, *L'Etat voyou*, Paris, Parangon, 2001, et William Blum, *Killing Hope. U.S. military and CIA interventions since World War II*, Monroë (Maine), Common Courage Press, 1995, à paraître en français chez Parangon. Voir aussi : http://members.aol.com/bblum6/American_holocaust.htm
15. Voir <http://www.counterpunch.org/>.
16. Voir Barbara Ehrenreich, *Nickel and dimed. Undercover in low wage USA*, Londres, Granta books, 2002.
17. Voir Noam Chomsky, Edward Herman, *La fabrique de l'opinion publique, la politique économique des médias américains*, Paris, le Serpent à Plumes, 2003.
18. Voir Diana Johnstone, *Fool's crusade. Yugoslavia, NATO and Western delusions*, Londres, Pluto Press, 2002.
19. Voir Michael Parenti, *Le choc des idéologies, le fascisme rationnel et le renversement du communisme*, Bruxelles, EPO, 2003. Et <http://www.michaelparenti.org/>.
20. Voir James Petras, Henry Veltmeyer, *La face cachée de la mondialisation. L'impérialisme au XXI^e siècle*, Paris, Parangon, 2002. Et <http://www.rebellion.org/petrasenglish.htm>.

Le contexte

Afin de résoudre ce qu'il était convenu d'appeler « la question juive » – c'est-à-dire le défi réciproque entre la répulsion envers les Juifs, l'antisémitisme, et le désir chez les Juifs d'être assimilés –, le mouvement sioniste chercha, à la fin du XIX^e siècle, à créer un État très majoritairement, sinon totalement, juif, en Palestine¹. Le mouvement sioniste ayant mis pied en Palestine grâce à la publication par la Grande-Bretagne de la Déclaration Balfour², le principal obstacle qui se dressait devant la réalisation du projet sioniste était la population arabe indigène de la Palestine. En effet, à la veille de la colonisation sioniste, la Palestine, dans son écrasante majorité n'était pas juive : elle était peuplée d'Arabes, musulmans et chrétiens³.

Dans toutes les tendances importantes du sionisme, il était clair, dès le début, que la population arabe indigène de Palestine n'accepterait en aucun cas sa dépossession. « Contrairement à ce que l'on prétend souvent, le sionisme n'était pas aveugle à la présence des Arabes en Palestine », fait observer Zeev Sternhell. « Si les intellectuels et les dirigeants sionistes ignoraient le dilemme

posé par les Arabes, c'était avant tout parce qu'ils savaient parfaitement que ce problème n'avait pas de solution dans la conception sioniste des choses... En général, les deux camps se comprenaient très bien entre eux et savaient que la mise en pratique du sionisme ne pourrait se faire qu'aux dépens des Arabes palestiniens». Moshe Shertok (par la suite, Sharett) repoussait avec mépris les «espoirs illusoires» de ceux qui parlaient d'une «compréhension mutuelle» entre Juifs et Arabes, d'«intérêts communs» et de «la possibilité d'une unité et d'une paix entre les deux peuples frères». «Il n'existe pas d'exemple, dans l'Histoire», déclara Ben Gourion, exprimant succinctement le cœur du problème, «d'une nation ouvrant les portes de son pays, non par nécessité... mais parce que la nation qui veut venir s'y installer a manifesté son désir de le faire.»⁴

«La tragédie du sionisme», écrira Walter Laqueur dans son ouvrage historique de référence, «fut qu'il apparut sur la scène mondiale à une époque où il n'existait plus aucun espace libre sur la mappemonde.» Ce n'est pas tout à fait exact. En fait, il n'était plus politiquement possible de créer de tels espaces : l'extermination en vue de conquête territoriale avait cessé d'être une option admissible⁵. Fondamentalement, le mouvement sioniste n'avait de choix qu'entre deux options stratégiques, pour atteindre son but : ce que Benny Morris a appelé «la méthode sud-africaine», – «l'établissement d'un État d'apartheid, dans lequel une minorité de colons règnerait sur une importante majorité indigène exploi-

tée» –, ou la «méthode du transfert» –, «vous pourriez créer un État juif homogène ou tout au moins, un État avec une écrasante majorité juive, en déplaçant, ou transférant la totalité, ou la plupart, des Arabes, dehors»⁶.

Première étape – «La méthode du transfert»

Dans la première étape de la conquête, le mouvement sioniste appliqua la «méthode du transfert». En dépit d'un fatras rhétorique autour de la volonté de «vivre avec les Arabes dans des conditions d'unité et d'honneur mutuel, afin de transformer la patrie commune en une terre florissante» (douzième Congrès sioniste, 1921), les sionistes, dès le début, visèrent à les expulser. «L'idée du transfert a accompagné le mouvement sioniste dès ses débuts», relève Tom Segev. «La “disparition” des Arabes se trouve au cœur du rêve sioniste, et elle est aussi une condition nécessaire à son existence... À de rares exceptions près, aucun sioniste ne remettait en question le caractère désirable d'un transfert par la force – ni son caractère moral.» L'essentiel était de ne pas rater le moment opportun. Ben Gourion, réfléchissant à cette option à la fin des années 1930, écrit: «Ce qui est inconcevable en temps normal devient possible en des temps révolutionnaires; si l'opportunité est manquée et si ce qui est possible en ces heures décisives n'est pas mené à bien – c'est tout un monde qui est alors perdu.»⁷

L'objectif de faire disparaître la population arabe indigène met en évidence ce qui est pratiquement un

truisme enterré sous une montagne de littérature sioniste apologétique : ce qui stimulait l'opposition des Palestiniens au sionisme n'était pas l'antisémitisme au sens d'une haine irrationnelle des Juifs, mais bien la perspective – tout ce qu'il y a de plus réelle – de se voir expulser. « La peur de l'éviction territoriale et de la dépossession », conclut judicieusement Morris, « fut le moteur essentiel de l'opposition arabe au sionisme ». De la même manière, dans son étude magistrale du nationalisme palestinien, Yehoshua Porath suggère l'idée que le « facteur principal nourrissant » l'antisémitisme arabe « n'était pas la haine des Juifs en tant que tels, mais l'opposition à la colonisation juive de la Palestine. » Il poursuit, en avançant l'argument que bien que les Arabes ont, dans un premier temps, établi un *distinguo* entre les Juifs et les sionistes, il était « inéluctable », analyse-t-il, que leur opposition à la colonisation sioniste se muât en haine de l'ensemble des Juifs : « Au fur et à mesure que l'immigration (juive) s'intensifiait, l'identification de la communauté juive (de Palestine) au mouvement sioniste suivait le même mouvement... Les éléments non-sionistes et antisionistes devinrent une minorité insignifiante, et il fallait une sérieuse dose de sophistication pour continuer à établir le *distinguo* de naguère. Il était tout à fait déraisonnable d'espérer que la population arabe, dans son ensemble, et les foules d'émeutiers qui en faisaient partie, continueraient à maintenir cette distinction. »⁸

Depuis ses premiers remous, à la fin du XIX^e siècle, et jusqu'à la révolte charnière des années 1930, la résis-

tance palestinienne se focalisa constamment sur les deux piliers de la conquête sioniste : les colons juifs et les colonies juives⁹. Des écrivains apologues du sionisme, comme Anita Shapira, opposent la colonie juive, pacifique, au recours à la force¹⁰. En réalité, la colonisation, c'était la force armée. « De l'extérieur, le sionisme était vu comme recourant à l'emploi de la force afin de réaliser des aspirations nationales », observe Yosef Gorny. « Cette force consistait avant tout en la capacité collective de reconstruire un foyer national (pour les Juifs) en Palestine. » Par l'implantation, le mouvement sioniste avait comme ambition – pour reprendre les paroles de Ben Gourion – d'établir un « fait accompli juif » dans ce pays qui serait irréversible¹¹. Pour les colons sionistes, la colonisation et la force armée représentaient « un alliage parfait, idéal, entre la charrue et le fusil ». Plus tard, Moshé Dayan écrivit dans ses mémoires : « Nous sommes une génération de pionniers ; sans le casque de combat et le chargeur de la mitraillette, nous n'aurions pas pu planter un seul arbre ni construire une seule maison. »¹² Le mouvement sioniste présupposait, derrière la résistance palestinienne à la colonisation juive, un antisémitisme générique (et génétique). Des colons juifs « étant assassinés », déclara Ben Gourion, « pour la seule raison qu'ils étaient juifs » – manière pour lui de cacher au monde extérieur et aussi à celle-ci les récriminations logiques et légitimes de la population palestinienne indigène¹³. Dans le bain de sang qui en résulta, les parents et amis martyrs du sionisme

allaient, comme c'est le cas aujourd'hui pour les parents et amis des martyrs palestiniens, revêtir de lustre et de fierté ces sacrifices patriotiques. « Je suis très fier », déclarait avec emphase le père d'une victime juive, « d'avoir été le témoin vivant d'un tel Événement historique. »¹⁴

Il convient de relever ici, afin d'éclairer la suite de notre propos, que, depuis la période entre les deux guerres mondiales, jusqu'aux premières années d'après-guerre, l'opinion publique occidentale n'était pas particulièrement opposée au transfert de population, comme recours (bien qu'extrême) pour résoudre les conflits ethniques. Les socialistes français et la presse juive européenne manifestèrent leur soutien à l'idée du transfert des Juifs à Madagascar, pour résoudre le « problème juif » en Pologne, au milieu des années 1930¹⁵. Le principal transfert forcé de population, avant la Seconde Guerre mondiale, fut mis en œuvre entre la Turquie et la Grèce. Autorisé par le Traité de Lausanne (1923) et, approuvé et supervisé par la Ligue des Nations, ce déplacement brutal de plus d'un million et demi de personnes finit par être considéré par la majorité des responsables officiels en Europe comme un précédent prometteur. Les Britanniques citèrent ce précédent heureux, à la fin des années 1930, comme le modèle à suivre afin de résoudre le conflit en Palestine. Vladimir Jabotinsky, dirigeant sioniste de droite, encouragé par les expérimentations démographiques des nazis dans les territoires conquis (environ un million

et demi de Polonais et de Juifs avaient été expulsés et avaient été remplacés par des centaines de milliers d'Allemands venus habiter à leur place), s'exclama : « Le monde s'est habitué à l'idée de migrations massives, et on dirait presque qu'il aime ça. Hitler – aussi odieux soit-il, à nos yeux – a donné à cette idée une bonne réputation dans le monde entier. » Durant la guerre, l'Union soviétique mena elle aussi bien des déportations sanglantes de minorités récalcitrantes, tels les Allemands de la Volga, les Tchéchéno-Ingouches et les Tatars. Les sionistes travaillistes insistaient sur les « expériences positives » qu'avaient été à leurs yeux les expulsions gréco-turques et soviétiques, afin de justifier l'idée du transfert des Palestiniens. Rappelant le « succès » (selon Churchill) du transfert forcé et de l'échange de population gréco-turque, les Alliés autorisèrent, à la conférence de Postdam (1945), l'expulsion de quelque 13 millions d'Allemands d'Europe centrale et orientale (près de deux millions de civils périrent au cours de cet horrible déracinement). Même le parti travailliste britannique prônait, dans sa plate-forme de 1944, que « les Arabes soient encouragés à quitter » la Palestine, comme le fit d'ailleurs le philosophe humaniste Bertrand Russell, afin de laisser la place à la colonisation sioniste¹⁶.

En effet, dans cet Occident éclairé, nombreux furent ceux qui en vinrent à considérer que le déplacement de la population arabe indigène de Palestine était une conséquence inévitable du progrès de la civilisation. L'identification des Américains au projet sioniste fut

des plus aisées, étant donné que «l'ordre social du *Yishuv* [=la communauté juive en Palestine] était édifié sur l'éthique de la «société de la frontière», dans laquelle l'implantation de pionniers fournissait l'exemple édifiant à suivre». Afin d'explicitier l'«ignorance quasi totale du sort des Arabes» par les Américains, un parlementaire travailliste britannique éminent, Richard Crossman, expliqua, au milieu des années 1940, qu'«après tout, le sionisme n'est que la tentative des Juifs européens de bâtir leur vie nationale sur le sol de Palestine, d'une manière tout à fait comparable à celle qu'ont développé les pionniers américains à l'Ouest. Ainsi, les Américains vont-ils accorder aux colons juifs en Palestine le bénéfice du doute, et considérer les Arabes comme des aborigènes qui doivent s'incliner devant la marche du progrès.» Opposant les Arabes «débraillés» aux colons juifs entreprenants qui avaient «mis en branle des forces révolutionnaires au Moyen-Orient», Crossman lui-même professa son soutien au sionisme au nom du «progrès social». Le candidat libéral de gauche aux élections présidentielles américaines, en 1948, Henry Wallace, compara la guerre de conquête des sionistes en Palestine à la lutte menée par les colonies américaines, en 1776 : «De la même manière que les Anglais avaient excité les Iroquois, à l'époque des guerres américaines, dans leur guerre contre les pionniers, ils excitent aujourd'hui les Arabes »¹⁷.

En 1948, le mouvement sioniste tira profit des «circonstances révolutionnaires» offertes par la première

guerre israélo-arabe – d'une façon très comparable aux Serbes profitant des bombardements de l'Otan pour procéder au nettoyage ethnique du Kosovo – pour expulser plus de 80 % de la population indigène (750 000 Palestiniens), et du même coup atteindre son objectif, en l'occurrence un État presque entièrement peuplé de Juifs, même si cet État ne s'étendait pas encore – provisoirement – sur la totalité de la Palestine¹⁸. Berl Katznelson, connu pour être la « conscience » du sionisme travailliste, n'en démordait pas : il continuait à affirmer que « jamais auparavant une entreprise coloniale n'a été à ce point caractérisée par la justice et l'honnêteté à l'égard d'autrui que l'œuvre que nous avons accomplie, ici, en Eretz Israel. » Dans son épopée consacrée à la dépossession de la population indigène américaine par les colons – *The Winning of the West* – Theodore Roosevelt, de la même manière, concluait qu'« aucune autre Nation conquérante n'a jamais traité les sauvages propriétaires du sol avec une telle générosité que l'ont fait les États-Unis ». Les bénéficiaires de cette bienfaisance auraient vraisemblablement une version bien différente de l'histoire à nous raconter...¹⁹.

Deuxième étape : « la méthode sud-africaine »

La principale crainte des Arabes (et des Britanniques), avant et après la guerre de 1948, était que le mouvement sioniste n'utilise l'État juif taillé dans la Palestine comme tremplin pour leur expansion ultérieure²⁰. En réalité, les sionistes suivaient depuis bien longtemps

une stratégie « par étapes » consistant à conquérir la Palestine par parties – stratégie qu'ils allaient plus tard reprocher aux Palestiniens de suivre. « La vision sioniste ne saurait être accomplie en un seul coup », rapporte le biographe officiel de Ben Gourion, « et singulièrement pas la transformation de la Palestine en un État juif. » L'approche par étapes, dictée par des circonstances qui n'étaient en rien favorables, requérait la fixation d'objectifs ayant l'apparence de « concessions ». Le mouvement sioniste accepta les propositions britanniques et américaines de partage de la Palestine, mais seulement « comme une étape sur la voie d'une implantation sioniste beaucoup plus étendue²¹ » (Ben Gourion). Le principal regret des sionistes, à la suite de la guerre de 1948, fut d'avoir échoué à conquérir l'ensemble de la Palestine. Plus tard, en 1967, Israël allait exploiter les « temps révolutionnaires » de la guerre de juin afin de parachever le travail²². Sir Martin Gilbert, dans sa brillante histoire d'Israël, affirmait que les dirigeants sionistes avaient toujours considéré, dès le début, que les territoires conquis représentaient une « charge indésirable qui pèserait lourdement sur les épaules d'Israël. » Dans une nouvelle étude, unanimement reconnue, *Six Days of War*, (Six Jours de Guerre), Michael Oren suggère l'idée que l'occupation du Sinaï, des hauteurs du Golan, de la Cisjordanie et de Gaza « résulta dans une très large mesure du facteur chance », « des hasards et de l'impétuosité de la guerre. » À la lumière des impératifs permanents du mouvement sioniste en matière terri-

toriale, Sternhell observe quant à lui, plus sobrement : « Le rôle de l'occupant, qu'Israël dut commencer à assumer quelques mois seulement après sa victoire éclair remportée en juin 1967, n'était pas le résultat de quelque erreur de calcul commise par les dirigeants de l'époque, ni de la conjonction de circonstances fortuites. Non : il s'agissait bien d'un pas supplémentaire vers la réalisation des ambitions principales du sionisme »²³.

Israël fut confronté, après l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, au même dilemme qu'à l'aube du mouvement sioniste : il voulait les territoires, pas leurs habitants. L'expulsion, toutefois, n'était plus envisageable. Après les expériences brutales du nazisme, accompagnées de la mise en application et de la planification d'une véritable ingénierie démographique, l'opinion publique mondiale avait cessé d'accorder une quelconque forme de légitimité aux transferts de population. La Quatrième Convention de Genève, texte fondamental, ratifiée en 1949, « prohibait, pour la première fois, d'une manière non équivoque la déportation » de civils soumis à une occupation militaire (articles 49,147)²⁵. Il en découle qu'Israël opta, après la guerre de juin 1967, pour la mise en application de la seconde des deux options évoquées plus haut – l'apartheid. Ce choix allait s'avérer être la principale pierre d'achoppement sur la voie d'un règlement diplomatique du conflit israélo-palestinien.

Le «processus de paix»

Immédiatement après la guerre de juin 1967, l'ONU délibéra des modalités permettant de réaliser une paix juste et durable. Un très large consensus, tant à l'Assemblée générale qu'au Conseil de Sécurité, appelait au retrait d'Israël des territoires arabes occupés par ce pays au cours de la guerre. La Résolution 242 du Conseil de Sécurité rappela, dans son préambule, le principe fondamental suivant du droit international: «... mettant l'accent sur l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force armée». ²⁶ En même temps, la Résolution 242 appelait les États arabes à reconnaître le droit d'Israël «à vivre en paix, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri des menaces et des agressions armées.» Afin de satisfaire aux aspirations nationales des Palestiniens, un consensus international finit par prévoir la création d'un État palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, après le retrait d'Israël à l'intérieur de ses frontières antérieures à juin 1967. (La Résolution 242 ne se référait qu'indirectement aux appels des Palestiniens à «parvenir à une solution équitable du problème des réfugiés».)

Bien que le ministre de la Défense Moshe Dayan reconnût en privé que la Résolution 242 exigeait son retrait total, Israël maintenait sa position officielle, selon laquelle cette résolution autorisait des «révisions territoriales»²⁷. Le refus israélien, en février 1971, de se retirer complètement du Sinaï, en échange de l'offre égyptienne d'un accord de paix, conduisit directement à la guerre d'Octobre 1973²⁸. Les paramètres fondamentaux de la politique israélienne relative aux territoires palestiniens avaient été exposés dès la fin des années 1960 dans la proposition d'Yigal Allon, un membre éminent du parti travailliste et du gouvernement. Le «plan Allon» préconisait l'annexion à Israël d'une partie de la Cisjordanie pouvant aller jusqu'à la moitié de celle-ci, tandis que les Palestiniens se verraient confinés dans l'autre moitié, divisés en deux cantons non reliés entre eux, au nord et au sud. Sasson Sofer aime à relever, généralement, le «dualisme fertile» de la diplomatie israélienne – on pourrait parler plus justement de «cynisme créatif» – consistant à «mettre en exergue le caractère *sui generis* de la question juive afin d'asseoir la légitimité de l'État juif, puis à mettre l'accent sur la normalité de l'existence souveraine d'Israël en tant qu'État, auquel devrait être accordés tous les droits et privilèges reconnus par la communauté internationale à toute entité nationale.» Dans le cas d'espèce, Israël demandait, à l'instar de tous les États souverains, l'entière reconnaissance, et affirmait d'autre part un droit à la conquête – à la conquête territoriale, au nom de la

souffrance des Juifs et en dérogation à la loi internationale. Comme nous le montrons par ailleurs, l'invocation de l'holocauste nazi joua un rôle crucial dans ce jeu diplomatique²⁹.

Au début, les États-Unis soutinrent l'interprétation majoritaire de la Résolution 242, en acceptant des ajustements «mineurs» et «mutuellement consentis» de la frontière – irrégulière – entre Israël et la Cisjordanie alors sous souveraineté jordanienne³⁰. Au cours d'échanges privés, très vifs, avec les Israéliens, durant des efforts de médiation sponsorisés par l'ONU et menés par Gunnar Jarring, en 1968³¹, les officiels américains ne démordirent pas de leur position, selon laquelle «les termes [frontières] “reconnues et sûres” signifiaient qu'il y avait possibilité d'“arrangements de sécurité” et d'une “reconnaissance” des nouvelles lignes comme frontières internationales» et que ces termes «ne signifiaient en aucune manière qu'Israël pourrait étendre son territoire afin d'y englober la Cisjordanie et Suez, (même) s'il jugeait cette extension indispensable à sa sécurité» et, aussi, qu'«il n'y aurait jamais de paix aussi longtemps qu'Israël tenterait de s'arroger des superficies importantes des territoires occupés.» En le désignant explicitement par son nom, les Américains déplochèrent le fait que le Plan Allon, même dans sa version la plus minimaliste, «n'apportait aucune ouverture» et était «inacceptable, dans son principe même.»³²

La politique américaine, toutefois, effectuant un virage crucial commencé sous l'administration Nixon-

Kissinger, se réaligna sur celle d'Israël³³. Exceptés Israël et les États-Unis (et, à l'occasion, tel ou tel État client de ceux-ci), la communauté internationale a soutenu, sans défaillir, tout au long du quart de siècle écoulé, la solution «à deux États»: retrait total d'Israël des Territoires occupés; reconnaissance totale de l'État d'Israël par les pays arabes ainsi que création d'un État palestinien à côté d'Israël. Les États-Unis furent le seul pays à opposer leur veto aux résolutions du Conseil de Sécurité adoptées en janvier 1976, puis en avril 1980, confirmant la préconisation de la solution à deux États avalisée par l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) et les pays arabes voisins. Une résolution de l'Assemblée générale, en décembre 1989, sur les mêmes positions, fut adoptée à 151 contre 3 voix (pas d'abstention): les trois votes négatifs ayant été ceux d'Israël, des États-Unis et de la Dominique³⁴. Lorsqu'on prend conscience de ce lourd passif de mépris (américano-israélien) total pour l'opinion internationale, il n'est nullement surprenant qu'Israël ait posé sans ambages comme condition préalable à toute négociation avec les Palestiniens qu'ils «abandonnent leur exigence traditionnelle» d'un «arbitrage international» ou d'un «mécanisme du Conseil de Sécurité»³⁵. Le principal obstacle empêchant l'annexion totale des territoires occupés, c'était l'OLP. Et, celle-ci ayant adopté la solution à deux États au milieu des années 1970, il n'était plus possible de l'écarter en l'accusant de n'être qu'une organisation terroriste vouée à la destruction d'Israël. Et en effet, des pressions crois-

santes s'exercèrent sur Israël, l'exhortant à rechercher un accord avec l'«approche du compromis» adoptée par l'OLP. En conséquence de quoi, Israël envahit le Liban, où les dirigeants palestiniens avaient leurs quartiers généraux, afin d'éliminer ce que le spécialiste de la stratégie israélienne Avner Yaniv a nommé de manière lapidaire l'«offensive de paix» de l'OLP³⁶.

En décembre 1987, frustrés par l'impasse diplomatique causée par l'obstructionnisme américano-israélien (à l'ONU), les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza se soulevèrent contre l'occupation : il s'agissait d'une insurrection civile et non-violente – l'Intifada. La répression brutale d'Israël (à laquelle s'ajoutèrent les effets désastreux de la direction inapte et corrompue de l'OLP) finit par aboutir à la défaite du soulèvement³⁷. Du fait de l'implosion de l'Union soviétique, de la destruction de l'Irak et de la suspension des financements des pays arabes du Golfe, les Palestiniens connurent un revers de fortune supplémentaire. Les États-Unis et Israël saisirent cette opportunité afin de recruter au sein de la direction palestinienne déjà vénale et désormais aux abois – «à la veille de la banqueroute» et «dans une situation extrêmement affaiblie», dira Uri Savir, principal négociateur à Oslo – des supplétifs palestiniens du pouvoir israélien. Telle est la signification réelle des accords d'Oslo signés en septembre 1993 : il s'agissait de créer un bantoustan palestinien en faisant miroiter à Arafat et à la direction de l'OLP les prérogatives et les privilèges du pouvoir, d'une manière très semblable à

celle dont avaient usé les Britanniques afin de prendre le contrôle de la Palestine durant les années du Mandat, utilisant le Mufti de Jérusalem, Amin al-Husayni, et le Conseil Musulman Suprême, aux mêmes fins ³⁸. Après Oslo, «l'occupation continua», écrit un observateur israélien chevronné, Meron Benvenisti, qui poursuit: «même si c'était avec une télécommande, désormais, et avec le consentement du peuple palestinien, représenté par son "unique représentant" –l'OLP.» Benvenisti poursuit: «Il va sans dire que cette "coopération" basée sur le statu quo du rapport des forces n'était que la continuation –déguisée– de la domination israélienne et que l'autonomie palestinienne n'était qu'un euphémisme pour désigner la bantoustanisisation.» Le «test», pour Arafat et l'OLP, d'après Savir, était de savoir s'ils «utiliseraient leur nouveau pouvoir afin de démanteler le Hamas et d'autres groupes violents d'opposition» qui osaient continuer à contester l'apartheid israélien. ³⁹

La politique israélienne de colonisation des Territoires Occupés au cours de la décennie écoulée révèle le contenu réel du «processus de paix» mis en œuvre à Oslo. Les détails sont donnés dans une étude exhaustive réalisée par B'Tselem (Centre Israélien d'Information sur les Droits de l'Homme dans les Territoires Occupés), intitulée: L'accaparement des terres⁴⁰. En raison, en tout premier lieu, de subventions très importantes accordées par le gouvernement israélien, la population des colons juifs est passée de 250 000 à 380 000 au cours des années «Oslo», l'activité de colonisation connaissant un rythme

plus soutenu sous le mandat du Travailiste Ehud Barak que sous celui de Benjamin Netanyahu, du Likoud. Illégales au regard du droit international, car construites sur des territoires illégalement saisis à des Palestiniens, ces colonies recouvrent aujourd'hui près de la moitié de la superficie de la Cisjordanie. Elles ont été en pratique annexées à Israël (la loi israélienne s'applique non seulement aux Israéliens, mais également aux Juifs non-Israéliens résidant dans les colonies) et interdites aux Palestiniens non munis d'une autorisation spéciale. En fragmentant la Cisjordanie en enclaves disjointes et non viables, les colonies ont empêché tout développement significatif des Palestiniens. Dans certaines parties de la Cisjordanie et de Jérusalem Est, les seuls terrains à bâtir sont sous juridiction israélienne, tandis que la consommation d'eau des cinq mille colons de la vallée du Jourdain équivaut à 75 % de la consommation totale des deux millions d'habitants palestiniens de la Cisjordanie. Pas une seule colonie n'a été démantelée durant les années «Oslo», tandis que le nombre de nouvelles unités d'habitation, dans les colonies, augmentait de plus de 50 % (sans tenir compte de Jérusalem Est) ; là encore, la plus importante floraison de constructions nouvelles ne s'est pas produite du temps du gouvernement Netanyahu, mais bien durant celui de Barak, précisément en 2000 – exactement à l'époque où Barak prétendait «ne pas avoir laissé une seule pierre sans la retourner» tant était intensive sa quête de la paix !

« Dans les territoires occupés, Israël a instauré un régime de séparation (apartheid) fondé sur la discrimination, en appliquant deux systèmes juridiques différents dans une même zone territoriale et en faisant dépendre les droits des individus de leur nationalité », conclut l'étude de B'Tselem. « Ce régime est unique en son genre, dans le monde entier, et il rappelle des régimes détestables, aujourd'hui disparus, tel le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud. »

Durant les dix-huit premiers mois du gouvernement Sharon, au total quarante-quatre nouvelles colonies fustigées par la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU comme « des provocations destinées à mettre le feu aux poudres » – ont été construites⁴¹. Tandis que les colonies se multiplient, Israël cantonne les Palestiniens de Cisjordanie dans huit parcelles de territoire, entourées chacune de fil de fer barbelé, un permis spécial étant requis pour tout déplacement ou pour toute activité commerciale entre elles (les camions doivent décharger leur marchandise à la « frontière » et la marchandise doit être rechargée sur d'autres camions, de l'autre côté. Il en résulte une aggravation supplémentaire de l'état de l'économie palestinienne dans laquelle le chômage atteint désormais plus de 70 % dans certaines régions, où la moitié de la population vit en dessous d'un seuil de pauvreté fixé à 2 dollars/jour/personne, et où un enfant sur cinq de moins de cinq ans souffre de malnutrition, largement causée – d'après un rapport de l'organisme américain USAID – par les

entraves mises aux transports. «Ce qui est vraiment terrible», déplorait un journaliste de *Ha'Aretz*, «c'est la manière complètement blasée avec laquelle les mass media ont traité ces informations... Où est l'indignation de l'opinion publique devant cette tentative de diviser les territoires et d'imposer des laissez-passer... et d'humilier et d'harceler une population qui a les plus grandes difficultés pour gagner de quoi vivre et mener une existence normale ? »⁴²

Après sept années de négociations houleuses, après une succession de nouveaux accords intérimaires qui s'arrangèrent pour prendre aux Palestiniens les quelques miettes tombées de la table du maître de maison, à Oslo⁴³, le moment de vérité arriva, à Camp David, en juillet 2000. Le président américain Bill Clinton et le Premier ministre israélien Barak présentèrent à Arafat un ultimatum lui donnant le «choix» entre accepter de manière formelle le Bantoustan qui lui était offert ou, à défaut, assumer l'entière responsabilité de l'effondrement du «processus de paix». Arafat, toutefois, refusa de reculer par rapport au consensus international sur les moyens de régler le conflit. D'après Robert Malley, un négociateur clé, américain, à Camp David, Arafat persista à s'en tenir à un «État palestinien édifié dans le cadre des frontières (internationales) du 4 juin 1967, vivant à côté d'Israël», tout en «acceptant l'idée qu'Israël annexât des parties du territoire cisjordanien pour arranger les colonies, bien qu'il insistât sur un échange de territoires "de superficie et de valeur iden-

tiques" » – ce qui revient exactement aux ajustements frontaliers « mineurs » et « mutuels » de la position originelle des États-Unis sur la Résolution 242. Le récit fait par Malley de la proposition palestinienne à Camp David – une offre qui fut immédiatement repoussée par Israël, mais rarement décrite – mérite d'être cité *in extenso* : « Un État d'Israël incorporant certains territoires conquis en 1967 et comportant une grande majorité de (ses) colons établis sur ces territoires ; la plus grande Jérusalem juive de toute l'Histoire ; la préservation de l'équilibre démographique israélien entre Juifs et Arabes ; la sécurité, garantie par une présence internationale sous la supervision des États-Unis. » En face, contrairement au mythe inventé par Barak-Clinton, ainsi que par des médias plus que complaisants, « Barak offrit des apparences de souveraineté palestinienne », observa un conseiller spécial du Foreign Office (Affaires Etrangères britanniques), « tout en perpétuant l'asservissement des Palestiniens ». Bien qu'existent plusieurs versions de la proposition Barak, sensiblement différentes entre elles, tous les observateurs au courant sont unanimes à dire qu'elles auraient abouti à ce que « les territoires annexés par Israël seraient allés très loin à l'intérieur du territoire de l'État palestinien » (Malley), divisant la Cisjordanie entre plusieurs enclaves discontinues. De plus, cette proposition offrait des échanges de territoires palestiniens contre des territoires israéliens qui n'étaient ni de la même étendue, ni d'une valeur équivalente.⁴⁴

À cet égard, il est intéressant de se pencher sur la réaction d'Israël au plan de paix proposé par les Saoudiens en mars 2002. Le Prince régnant Abdullah a proposé – et l'ensemble des vingt et un autres membres de la Ligue Arabes ont approuvé – un plan qui offrait des concessions qui allaient, en réalité, au-delà du consensus international. En échange d'un retrait total d'Israël des Territoires, ce plan offrait non seulement une reconnaissance sans réserve d'Israël, mais des « relations normales » avec lui, et il appelait non pas au « droit au retour » des réfugiés palestiniens, mais bien plutôt à une « solution équitable » du problème des réfugiés. Un commentateur de *Ha'Aretz* nota que le plan saoudien « ressemblait de façon frappante à ce que Barak prétendait avoir proposé deux ans auparavant », à Camp David. Israël se serait-il engagé à un retrait total en échange d'une normalisation de ses relations avec le monde arabe, que le plan saoudien avalisé à l'unanimité par le sommet de la Ligue Arabe aurait dû être accueilli dans l'euphorie. Après l'avoir ignoré un certain temps, ce plan fut jeté aux oubliettes⁴⁵. Néanmoins, la supercherie de Barak et de Clinton, selon laquelle les Palestiniens auraient rejeté, à Camp David, l'offre la plus généreuse possible jamais faite par Israël, offrit une couverture morale décisive pour les horreurs qui allaient suivre.

Leçons tirées de l'Holocauste nazi

En septembre 2000, les Palestiniens s'embarquèrent dans une deuxième Intifada contre la domination israélienne. Dans le « raisonnement pervers » des Israéliens, à la suite d'Oslo, écrivit la journaliste Amira Hass, du quotidien *Ha'Aretz*, immédiatement après la résurgence de la résistance, « les Palestiniens étaient enclins à accepter une situation de coexistence dans laquelle ils étaient sur un pied d'inégalité vis-à-vis des Israéliens et dans laquelle ils étaient catalogués comme des personnes ayant droit à moins, à beaucoup moins, que les Juifs. Toutefois à la fin, les Palestiniens ne voulurent pas admettre cet arrangement. La nouvelle Intifada est une ultime tentative de placer un miroir devant la figure des Israéliens et de leur dire : "Regardez-vous une bonne fois, et voyez à quel point vous êtes devenus racistes." Pendant ce temps, Israël, dont la politique de la carotte initialisée à Camp David venait d'échouer, tendit le bras pour s'emparer du gros bâton. Deux conditions devaient être remplies, toutefois, avant qu'Israël ne pût étaler son écrasante supériorité militaire : le « feu vert »

des États-Unis et un prétexte suffisant. Déjà, durant l'été 2001, le Jane's Information Group, service de renseignements faisant autorité, avait fait état de l'achèvement par Israël de la mise au point d'une invasion massive et sanglante des Territoires Occupés. Mais les États-Unis mirent leur veto à sa mise en œuvre, et l'Europe manifesta également son opposition totale. Après les attentats du onze septembre, toutefois, les États-Unis franchirent le pas. Le but de Sharon –écraser les Palestiniens– collait exactement à l'objectif de l'administration américaine : exploiter l'atrocité du World Trade Center afin d'éliminer les dernières poches de résistance arabe luttant contre une domination totale des États-Unis ou, pour reprendre la formulation lapidaire de Robert Fisk, "afin de ramener les Arabes sous notre strict contrôle, de nous assurer de leur loyauté." Grâce à un extraordinaire déploiement de volonté et en dépit d'une direction extrêmement corrompue, les Palestiniens ont prouvé qu'ils étaient la force populaire la plus résistante et la plus récalcitrante et tenace dans le monde arabe. Les mettre à genoux infligerait un traumatisme psychologique dévastateur à l'ensemble de la région⁴⁶».

Ayant reçu le feu vert des États-Unis, tout ce dont Israël avait désormais besoin, c'était d'un prétexte pour déclencher sa répression. De manière prévisible, il procéda à l'escalade dans les assassinats de dirigeants palestiniens, à chaque accalmie dans les attentats terroristes. « En dépit de destructions de maisons à Rafah et à Jérusalem, les Palestiniens continuèrent à pratiquer une

certaine retenue», observe Shulamit Aloni, du parti israélien Meretz. «Sharon et son ministre des armées, craignant apparemment d'être contraints de retourner à la table des négociations, décidèrent de faire quelque chose : ils liquidèrent Ra'ed Karmi. Ils savaient pertinemment qu'il y aurait une riposte, et que nous allions devoir payer le prix de cette «élimination» avec le sang de nos concitoyens.»⁴⁷ C'est un fait qu'Israël a recherché cette riposte terriblement sanglante. Une fois que les attentats terroristes eurent franchi le seuil désiré, Sharon put déclarer la guerre et commencer à annihiler la population civile palestinienne, totalement sans défense.

Seuls les aveugles peuvent ne pas remarquer que l'invasion par Israël de la Cisjordanie, en mars-avril 2002, «Opération Bouclier Défensif», était la répétition, dans une très large mesure, de l'invasion du Liban de 1982. Afin d'écraser l'objectif des Palestiniens (un État indépendant vivant à côté d'Israël, l'«offensive de paix» de l'OLP), Israël avait entrepris de planifier, dès septembre 1981, l'invasion du Liban. Pour lancer cette invasion, toutefois, Israël avait besoin du feu vert de l'administration Reagan, et d'un prétexte. À son grand dam et en dépit de multiples provocations, Israël était incapable de provoquer une attaque palestinienne à sa frontière Nord. Israël procéda alors à l'escalade dans ses raids aériens contre le Sud Liban et après un bombardement particulièrement meurtrier, qui fit deux cents morts, tous des civils – dont soixante malades d'un hôpital pour enfants – l'OLP finit par répliquer, tuant

un Israélien. Ayant désormais son prétexte en main, et le feu étant passé au vert du côté de l'administration Reagan, Israël envahit le Liban. Utilisant le slogan « éradiquer la terreur palestinienne », Israël procéda au massacre d'une population civile sans défense, tuant quelque vingt mille Palestiniens et Libanais entre juin et septembre 1982, presque tous des civils. On peut noter, à titre de comparaison, que, au mois de mai 2002, le chiffre israélien officiel des « Juifs qui ont donné leur vie pour la création et la sécurité de l'État Juif » – c'est-à-dire, le nombre total des Juifs qui ont péri (la plupart d'entre eux) en temps de guerre, au combat, ou dans les attentats terroristes depuis l'aube du mouvement sioniste, c'est-à-dire voici cent vingt ans de cela, jusqu'à ce jour – s'établit à vingt et un mille cent quatre-vingt-deux personnes.⁴⁸ Afin de mieux réprimer la résistance palestinienne, un officier supérieur israélien exhorta, au début de l'année 2002, l'armée à « analyser... la manière dont l'armée allemande avait investi le ghetto de Varsovie, et à en tirer les leçons » ! À en juger au carnage provoqué par l'armée israélienne en Cisjordanie, le summum étant atteint pendant l'opération « Bouclier de Protection » – avec la prise pour cible d'ambulances palestiniennes et de personnel soignant, de journalistes, l'assassinat d'enfants palestiniens « pour le sport » (Chris Hedges, ancien directeur du bureau du *New York Times* au Caire), les rafles, les mains menottées et les bandeaux sur les yeux de tous les Palestiniens (de sexe masculin) entre 15 et 50 ans, l'inscription de numéros sur leur poi-

gnet, les tortures infligées de manière arbitraire aux Palestiniens arrêtés, les privations de nourriture, d'eau, d'électricité et de soins médicaux aux civils palestiniens, les attaques aériennes contre les quartiers d'habitation palestiniens, l'utilisation de Palestiniens comme boucliers humains, la démolition au bulldozer de maisons palestiniennes, parfois sur leurs habitants qui s'y étaient mis à l'abri – il est évident que l'armée a suivi les conseils de cet officier supérieur. Lorsque l'opération, soutenue par 90 % des Israéliens, fut enfin terminée, cinq cents Palestiniens avaient été tués et mille cinq cents blessés⁴⁹.

Une enquête de Human Rights Watch sur l'attaque israélienne du camp de réfugiés de Jénine, en avril 2002, a constaté que « l'armée israélienne a commis des violations graves du droit humanitaire, dont certaines s'apparentent à première vue à des crimes de guerre ». Quelque quatre mille Palestiniens, soit plus du quart de la population du camp, sont devenus sans domicile à cause de « destructions qui allaient bien au-delà de toute justification technique sur les nécessités d'avoir accès aux combattants – destructions totalement disproportionnées par rapport aux objectifs militaires recherchés. » Parmi les atrocités israéliennes caractérisées, relevées par Human Rights Watch, celles-ci : « un paralytique âgé de 37 ans a été tué lorsque l'armée israélienne a détruit sa maison au bulldozer (tandis qu'il était chez lui), après avoir refusé à des membres de sa famille de leur laisser le temps de le sortir de la

maison» ; «un homme de 57 ans, handicapé, condamné au fauteuil roulant... a été "abattu" et un char a écrasé son cadavre, sur une route importante, en dehors du camp... Bien qu'il y eût un drapeau blanc attaché à son fauteuil roulant» ; des soldats israéliens ont forcé une femme palestinienne, âgée de 65 ans, à rester exposée, sur la terrasse de sa maison, en face d'une position de "Tsahal", au beau milieu d'un combat où étaient engagés des hélicoptères». Un chercheur chevronné de Human Rights Watch relève, de plus, que ce qui s'est passé à Jénine «ne différerait sensiblement pas de l'ensemble des attaques» opérées durant l'opération «Bouclier de Défense», dont les villes de Naplouse et de Ramallah ont souffert plus encore⁵⁰.

Ehud Barak a lui aussi désapprouvé l'opération «Bouclier de Protection». Mais pour critiquer Sharon, qui aurait dû agir, déclara Barak, «beaucoup plus fortement». En même temps, en rejetant toute critique d'Israël sous le prétexte qu'une telle critique ne pourrait qu'être dictée uniquement par l'antisémitisme, le Président Directeur Général de Holocaust Industry & Co, Elie Wiesel, affirmait bruyamment son soutien inconditionnel à Israël – «Israël n'a jamais rien fait d'autre que réagir... Tout ce qu'Israël a fait, Israël devait le faire... Je ne pense pas qu'Israël soit en train de violer la charte des Droits de l'Homme... La guerre, que voulez-vous, a ses règles propres, bien à elle...» – soulignant, inlassablement, «la grande douleur et l'anxiété» subies par les soldats israéliens n'accomplissant que «leur strict devoir».

En se vantant «de leur avoir fait un stade de foot», l'un des pauvres soldats éprouvés, selon Wiesel, chargé de manœuvrer au bulldozer à Jénine, racontera plus tard, à la presse: «Je voulais tout détruire. Tout. J'ai supplié les officiers... de me laisser tout bousiller, de fond en comble. De tout arracher, de tout niveler... Trois jours durant, je n'ai fait que détruire, détruire, et détruire encore... Je prenais mon pied à chaque fois qu'une maison dégringolait, parce que je savais que cela ne leur fait ni chaud ni froid, de crever, mais que de perdre leur tanière, ça, par contre, ça les fait chier. Si vous butez une maison, c'est comme si vous "en" mettiez une quarantaine ou une cinquantaine (de Palestiniens) au trou pour des générations. S'il y a une seule chose que je regrette, c'est de ne pas avoir réduit ce camp en charpie. J'ai eu beaucoup de satisfaction, ça m'a vraiment fait plaisir...»^{50bis} Une enquête de l'organisation israélienne des droits de l'homme B'Tselem a relevé que, de façon typique, «non seulement les ordinateurs en réseau du Ministère de l'Education ont été emportés, ce fut le cas aussi pour les rétroprojecteurs et les magnétoscopes. D'autres équipements, dont des téléviseurs et des armoires métalliques pleines de documents confidentiels et irremplaçables, comme des dossiers scolaires d'étudiants, furent simplement détruits sur place... Des disques durs d'ordinateur ont été volés à des associations de la société civile qui avaient investi des années de travail et des millions de dollars pour réunir leur documentation». «C'était absolument

incroyable», a raconté un jeune appelé israélien, «les types s'acharnaient à casser et à voler... Le sergent major s'occupait de son côté de trouver un camion et d'aider à y charger le "butin". Tout cela, au vu et au su de tout le monde». Le tableau général, conclut B'Tselem, «est composé d'un assaut vengeur contre tous les symboles de la société palestinienne et, aussi, de l'identité palestinienne. Cela, combiné avec ce qu'on ne peut que qualifier de vandalisme: résultat de l'action de dizaines d'adolescents et de jeunes hommes israéliens portant l'uniforme et auxquels on avait donné carte blanche pour se déchaîner dans les villes palestiniennes, avec l'assurance qu'aucun compte ne leur serait jamais demandé». Le quotidien *Ha'Aretz* a écrit que les soldats israéliens occupant Ramallah «ont détruit même des dessins d'enfants» au Ministère de la Culture... et «uriné et déféqué absolument partout» dans les bâtiments du Ministère, réussissant même, pour les plus doués d'entre eux, à «déféquer dans un photocopieur» – nul doute, au prix d'une «douleur» et d'une «anxiété» extrêmes⁵¹ et ^{50bis}.

En juillet 2002, Israël agit promptement afin de prévenir une nouvelle catastrophe politique. Avec l'assistance de diplomates européens, les organisations de la résistance palestinienne, dont le Hamas, parvenaient à un accord aux termes duquel elles suspendraient toute attaque à l'intérieur d'Israël, pavant ainsi la voie du retour vers la table des négociations. Quatre-vingt-dix minutes avant l'heure convenue pour l'annonce de cet accord, qu'ils connaissaient dans les moindres

détails, les Israéliens donnèrent l'ordre à un bombardier F-16 de lâcher une bombe d'une tonne, sur un quartier d'habitation densément peuplé, à Gaza, tuant, en plus d'un responsable du Hamas, onze enfants et cinq autres adultes, et blessant cent quarante personnes. Comme prévu, la déclaration fut abandonnée et les attentats palestiniens recommencèrent de plus belle.

« Quelle est la logique ? », demanda à la Knesset un dirigeant du parti Meretz. « Au moment précis où il semblait que nous étions sur le point d'obtenir quelque chose qui ressemblait à un cessez-le-feu, ou à une action diplomatique, nous régressons régulièrement de cette manière. Juste au moment où il y a une accalmie, nous liquidons. »

Toutefois, ayant empêché une énième « offensive de paix » palestinienne, cet assaut meurtrier d'Israël était parfaitement calculé. Ne soyons nullement étonnés, par conséquent, à l'évocation de l'appréciation de Sharon : « [ce raid] fut l'un de nos succès les plus éclatants. »⁵² Le gouvernement israélien enregistra encore une victoire politique majeure le mois suivant, en empêchant des militants pacifistes israéliens de faire la liaison avec sept cents de leurs homologues palestiniens à Bethléem. Depuis Bethléem, précisément, la journaliste israélienne Amira Hass observait que très nombreux étaient les Palestiniens qui œuvraient en vue de l'« ouverture d'un débat public afin de réduire le soutien des Palestiniens aux attentats à l'intérieur d'Israël, sans même attendre pour ce faire un quelconque changement dans la politique israélienne. » « La manifestation commune,

palestino-israélienne», poursuivait-elle, était «un exemple de ce type de mobilisation et d'action. C'est uniquement parce qu'il a été contré par les autorités israéliennes que cet effort a échoué»⁵³.

À nouveau la menace d'expulsion

Le processus d'Oslo a été conçu, dès le départ, afin de trouver une direction palestinienne crédible qui puisse camoufler l'apartheid israélien : il fallait trouver une sorte de Nelson Mandela qui voulait bien se prêter au jeu en interprétant le rôle du chef zoulou Buthelezi⁵⁴. Camp David signa l'échec de cette stratégie : Arafat refusa, – ou ne put, à cause de la résistance populaire – jouer le rôle qui lui était imparti. Sans une façade palestinienne assurant une légitimité factice, la réalité de l'apartheid israélien sauterait aux yeux du monde entier et ferait l'objet des mêmes critiques que son prédécesseur sud-africain. « Si les Palestiniens étaient Noirs, Israël serait un État paria, soumis à des sanctions économiques impitoyables imposées par les États-Unis », écrivit dans un éditorial le *London Observer*, après l'éclatement de la seconde Intifada. « Sa façon de développer ses colonies et de créer de nouvelles implantations en Cisjordanie serait considérée comme caractéristique d'un système d'apartheid, dans lequel la population autochtone n'est autorisée à vivre que sur une minuscule portion de son propre pays, dans des “bantoustans”,

les “Blancs” monopolisant les ressources en eau et les fournitures d’électricité. Et, de la même manière que la population noire n’était admise dans les territoires réservés aux Blancs, en Afrique du Sud, que pour y être cantonnée dans des *townships* sordides et misérables, ce qui avait soulevé la réprobation internationale, la discrimination d’Israël à l’égard des Arabes israéliens – particulièrement flagrante, en matière d’éducation et de logement – ne tarderait pas à être jugée tout aussi scandaleuse. » Des personnalités appartenant à toutes les tendances politiques dominantes, du conseiller du président Carter pour la Sécurité nationale, Zbigniew Brzezinski, à l’archevêque anglican d’Afrique du Sud, prix Nobel de la Paix, Monseigneur Desmond Tutu, ont formulé des dénonciations similaires. « J’ai été très choqué par ma visite récente en Terre sainte », déclara ainsi Desmond Tutu. « Cela m’a tellement rappelé ce qui nous est arrivé, à nous, les Noirs, dans mon pays, l’Afrique du Sud. J’ai vu l’humiliation des Palestiniens aux barrages militaires et aux *checkpoints*, je les ai vus souffrir, comme nous avons souffert, nous aussi, lorsque de jeunes policiers blancs nous empêchaient de nous déplacer et de vaquer à nos affaires⁵⁵. »

Mais, paradoxalement, alors que l’apartheid n’est désormais plus une option tenable pour Israël, l’expulsion peut de nouveau en être une. Israël a adopté une stratégie d’apartheid après que de nouveaux précédents survenus dans le droit international et dans l’opinion publique mondiale eurent rendu impossibles les expul-

sions ethniques. Récemment, toutefois, ces contraintes juridiques et morales ont connu un relâchement dramatique. En particulier, depuis le 11 septembre 2001, moment où les États-Unis ont cessé d'honorer le droit international en théorie et l'ont déclaré nul et non avenu. À la différence de leur dévastation de l'Irak, en 1991, l'assaut des États-Unis contre l'Afghanistan a été lancé sans qu'il y eût de quelconques sanctions de l'ONU explicites – non qu'ils fussent incapables d'en obtenir le vote, mais parce qu'ils voulaient souligner le fait qu'ils pouvaient s'en passer. À la différence de ses us et coutumes passés de coups tordus et de légitimations de façade, telle l'opération de soutien aux « Contrás » du Nicaragua, afin de renverser des gouvernements étrangers exaspérants pour eux, les États-Unis parlent aujourd'hui effrontément de « changements de régime ». De plus, en proclamant la doctrine des guerres préventives, l'administration Bush a porté un « coup mortel » à l'article 51 de la Charte de l'ONU interdisant toute attaque armée, sauf en cas de menace imminente. « Depuis que Bush est au pouvoir », observe un journaliste de *The Guardian*, de Londres, « le gouvernement des États-Unis a violé plus de traités internationaux et a ignoré plus de conventions de l'ONU que l'ensemble du reste du monde ne l'a fait en vingt ans. »

« Ainsi, il a sabordé la convention interdisant les armes biologiques en expérimentant, illégalement, ses propres armes biologiques. Il a refusé de garantir aux inspecteurs en armes chimiques un accès libre à l'en-

semble de ses laboratoires. Il a déchiré le traité interdisant les missiles balistiques, et il semble être sur le point de violer le traité interdisant les tests nucléaires. Il a autorisé les commandos de choc de la CIA à reprendre leurs opérations secrètes, du genre de celles qui incaluaient, par le passé, jusqu'à l'assassinat de chefs d'États étrangers. Il a saboté le traité sur le trafic des petites armes, sapé la cour pénale internationale, refusé de signer le protocole sur le changement climatique et, plus récemment encore, il a tenté de bloquer les travaux de la convention des Nations Unies contre la torture, afin de pouvoir continuer à interdire aux observateurs étrangers de se rendre dans son camp d'internement de Guantanamo »⁵⁶.

Grâce au soutien inconditionnel et absolument crucial des États-Unis, Israël est tout à fait capable de violer les conventions internationales – comme en ont apporté la preuve le traitement méprisant et humiliant qu'il a réservé à la mission d'enquête des Nations Unies qui devait se rendre à Jénine et le passage au broyeur de documents des accords d'Oslo, en réoccupant les zones administrées par l'Autorité palestinienne en Cisjordanie. Des décideurs politiques influents, et même le doyen des « nouveaux historiens » israéliens⁵⁷, Benny Morris, envisagent à voix haute l'expulsion des Palestiniens. Morris, reprenant à son compte, de manière tout à fait explicite, l'expulsion des Palestiniens – « un peuple malade, psychotique » – dans l'éventualité d'une guerre, est allé jusqu'à proférer : « Ce territoire est si

petit qu'il n'y a pas assez de place pour deux peuples. Dans cinquante ans, dans cent ans, il n'y aura qu'un seul État entre la mer (Méditerranée) et le Jourdain. Cet État, ce ne peut être que l'État d'Israël». D'après un sondage récent de l'Institut israélien d'Etudes Stratégiques Jaffee, près de la moitié des Israéliens sont partisans de l'expulsion des Palestiniens habitant la Cisjordanie et la bande de Gaza, et près d'un tiers des Israéliens soutiennent l'expulsion des Palestiniens citoyens d'Israël (trois cinquièmes des Israéliens se contenteraient d'«encourager» les Palestiniens citoyens d'Israël à quitter le pays⁵⁸.)

Une autre menace, majeure, est latente. Tout au long de son histoire, le mouvement sioniste a fait des paris insensés. La victoire semblait, en permanence, hors de portée. «L'État d'Israël doit son existence», écrit Yael Zerubavel, «à ce discours éthique même qui place l'engagement idéologique au-dessus de tous calculs réalistes.» Et, effectivement, à chaque croisée des chemins, un «miracle» est venu le sauver, ce terme revient constamment dans l'historiographie sioniste : le «miracle» de la Déclaration Balfour (Ben Gourion) ; le «miracle» de la Résolution de Partage de la Palestine (Chaim Weizmann) ; la «miraculeuse simplification des tâches pour Israël» qu'a représenté la guerre de 1948 (Weizmann se référant à la fuite des Arabes) ; le «miracle» de la guerre de Juin 1967 ; le «miracle» des Juifs soviétiques. Une lecture attentive de la documentation historique montre, toutefois, qu'il ne s'agissait pas de véritables

miracles. Disons plutôt qu'en chacune de ces occurrences, les sionistes ont exploité une opportunité historique ténue, une chance infime en mettant dans la bataille tous leurs atouts matériels et humains. Le 11 septembre n'a pas encore montré qu'il pouvait être une occasion de ce genre; cela peut encore venir. Le monde a accordé ou s'est vu contraint d'accorder aux États-Unis une sorte de période de grâce durant laquelle ils peuvent se comporter ouvertement comme un État sans foi ni loi. Voilà qui donne à Israël une rare opportunité pour résoudre la question palestinienne, une bonne fois pour toutes: c'est un «miracle» qui est seulement en train d'attendre son moment... Mis à part un retrait total, les alternatives qui s'offrent à Israël sont soit continuer à tolérer les attentats terroristes soit expulser les Palestiniens. Il est très difficile d'imaginer, toutefois, qu'Israël pourra absorber ces attaques indéfiniment. La poursuite implacable des attentats pourrait bien, aussi, tempérer la condamnation internationale d'une expulsion des Palestiniens⁹⁹.

Si Israël tente l'expulsion, il pourrait sans doute compter sur le soutien de secteurs puissants en Amérique. Le chef de file de la majorité à la chambre des Représentants, Tom DeLay, et le chef de la majorité, Dick Armey, sont à l'origine d'une résolution soutenant la revendication par Israël de la totalité de la «Judée-Samarie»; Armey soutenant explicitement que «les Palestiniens qui vivent actuellement en Cisjordanie devraient partir.» Le Sénateur James M. Inhofe (Oklahoma) a

clamé que «la raison la plus importante» pour laquelle les États-Unis doivent soutenir Israël est que «c'est Dieu qui l'a dit... Voyez la Genèse... Verset (13:14-17)... Il ne s'agit en rien d'une bagarre politique. Il s'agit de savoir si la Parole de Dieu est Véridique ou non.» Lorsque la Sénatrice Hillary Clinton, démocrate libérale de New York, est venue en visite en Israël, elle a été accueillie à bras ouverts par Benny Elon, le chef du Moledet, parti qui s'engage ouvertement pour le «transfert» des Palestiniens. Lorsqu'on se tourne vers les milieux juifs organisés des États-Unis, le tableau s'assombrit encore un peu plus. Un avocat respecté de Washington, qui est aussi un dirigeant de la communauté juive de cette ville, Nathan Lewin, en a appelé à l'exécution de tous les membres de la famille des Palestiniens ayant commis un attentat suicide. Repoussant les critiques exprimées à l'encontre de cette idée, un éminent professeur de la Faculté de Droit de l'Université Harvard, Alan Dershowitz, ainsi que Abraham Foxman, le directeur national de l'Anti-Defamation League, ont pris la défense de Lewin, qualifiant sa suggestion de «tentative tout à fait légitime de proposer une politique à même de mettre un terme au terrorisme». Dans une audacieuse envolée, Dershowitz en personne recommanda une «nouvelle réponse au terrorisme palestinien»: la «destruction automatique» d'un village palestinien entier après chaque attentat terroriste (ainsi que la légalisation de la torture des terroristes suspectés). La proposition Dershowitz, toutefois, manque d'origi-

nalité. Israël a mis en application cette stratégie de représailles meurtrières à l'encontre des civils arabes au début des années 1950. Un massacre perpétré par Ariel Sharon dans le village de Qibya, qui entraîna la mort de quelque soixante-dix villageois (en majorité, des femmes et des enfants), fut comparé au massacre de Lidice (par les nazis, en Tchécoslovaquie, ndt) dans des journaux américains. Inspirés par Dershowitz, un groupe d'anciens officiers et colons israéliens soutenus par une association de bienfaisance pro-israélienne de New York a mis sur son site web cette proposition ingénieuse, de nature à faciliter le « transfert » : « Israël n'a qu'à diffuser un avertissement disant qu'en riposte à tout attentat terroriste, il nivellera un village arabe, sélectionné, par ordinateur, au hasard, sur une liste préétablie et publique... L'utilisation de l'ordinateur pour sélectionner le village désigné permettra de mettre les Arabes et les Juifs sur un pied d'égalité. En effet, les Juifs ne savent pas à l'avance où les terroristes vont frapper : de la même manière, les Arabes ne sauront pas, eux non plus, lequel de leurs villages ou de leurs quartiers sera supprimé en représailles. Et le mot "supprimé" reflète très précisément l'intensité de la riposte israélienne éventuelle. »⁶⁰

Pendant ce temps, la colossale imposture de Joan Peters, *From Time Immemorial*, [De toute Eternité], ouvrage qui soutient que la Palestine était déserte avant la colonisation sioniste⁶¹ a été republié en février 2001 : sponsorisé par les organisations et les publications jui-

ves américaines, le livre occupa presque immédiatement la première place au classement des bestsellers chez le libraire sur Internet Amazon. Après s'être évanouie dans la nuit à la suite de la dénonciation de sa fraude, Mme Peters est « de nouveau très demandée pour des conférences », et elle reçoit « une réponse absolument merveilleuse, fantastiquement positive » de son public. Son site internet comporte cette citation extraite d'une de ses interview récentes – « Les menottes et les chaînes d'Oslo doivent être détruites et jetées dans la poubelle de l'Histoire » [*« The handcuffs and shackles of Oslo must be destroyed and thrown in the dustbin of history »*]. Un film documentaire basé sur *From Time Immemorial* est en cours de production. Avec une ironie incomparable, il sera intitulé *The Myth*⁶². Cet investissement sioniste dans les affirmations absurdes de Peters constitue, signalons-le en passant, un aveu involontaire car en effet, si la Palestine avait été habitée (ce qu'elle était, évidemment), l'entreprise sioniste aurait été moralement indéfendable.

En affirmant que Sharon « a toujours affiché un plan très clair – rien moins que débarrasser Israël des Palestiniens », l'historien militaire israélien respecté Martin van Creveld a fourni deux prétextes alternatifs pour l'expulsion : a) la diversion offerte par une crise mondiale, comme par exemple, « une attaque américaine contre l'Irak ». À cet égard, il convient de rappeler qu'en 1989, Benjamin Netanyahu avait exhorté le gouvernement israélien à exploiter politiquement la conjoncture favorable offerte par le massacre de la place Tiananmen à

Pékin afin de mener à bien des expulsions «à grande échelle», «car dans un tel moment, les dommages portés à l'image d'Israël auraient été relativement réduits»; b) un attentat terroriste spectaculaire «tuant des centaines de personnes». Mise à part la regrettable possibilité que les Palestiniens commettent une telle atrocité, il n'est pas impossible que Sharon la provoque lui-même, si l'on en juge à ses états de services.

Bien que «certains pensent que la communauté internationale ne permettrait pas un tel nettoyage ethnique», van Creveld conclut, plausiblement: «Je n'en ferais pas le pari. Si Sharon décide de foncer, le seul pays qui puisse l'arrêter, ce sont les États-Unis. Les États-Unis, toutefois, se considèrent eux-mêmes en guerre contre des parties du monde musulman qui ont soutenu Oussama Ben Laden. L'Amérique ne trouvera pas nécessairement quelque chose à redire si l'on inflige une bonne leçon au monde musulman.» La principale crainte des Américains est que cette expulsion ne déclenche une réaction dans la «rue arabe», qui renverserait leurs régimes clients. Mais, déjà à deux reprises, à la veille des assauts contre l'Irak et l'Afghanistan, l'opinion des élites américaines avait exprimé une crainte similaire. Dans les deux cas, elle s'est avérée infondée. L'administration Bush pourrait tenter à nouveau sa chance, en croisant les doigts, dans l'espoir que la «rue arabe» est bien une chimère. Dans *Ha'Aretz*, Meron Benvenisti a exorcisé le scénario cauchemardesque que voici: «Une attaque américaine contre l'Irak, malgré

l'opposition arabe et mondiale et avec l'engagement d'Israël – fût cet engagement seulement symbolique – entraîne l'effondrement du régime hashémite en Jordanie. Israël mettrait alors en application la vieille "option jordanienne" – en expulsant des centaines de milliers de Palestiniens au-delà du Jourdain. » En soulignant la vraisemblance d'une expulsion profitant de la guerre, dans l'état de « dissolution morale » que connaît actuellement Israël (« il n'y a jamais eu de meilleure opportunité »), il conclut que « Personne ne pourra prétendre qu'il n'avait pas été averti. »⁶³

Reste la question : que faudrait-il faire afin d'imposer un retrait total à Israël et prévenir une possible catastrophe ? « La tendance de fond de la politique israélienne, et du peuple israélien... », observe l'écrivain israélien Boas Evron, « ...consiste à résoudre les problèmes par la force et à considérer la force comme le but suprême, plutôt que d'essayer une solution diplomatique et politique », et aussi « à ne voir dans les frontières avec les États arabes voisins rien d'autre qu'un rapport de force ». Dans le même état d'esprit, Zeev Sternhell avance que la doctrine sioniste est « de ne jamais abandonner une position ou un territoire sans y être contraint par une force supérieure. » À cet égard, il convient aussi de se souvenir de ce que van Creveld appelle « la position unique » occupée par les valeurs militaires et martiales dans la société israélienne : « Si une comparaison est possible, ce qui reste à voir, cela est comparable seulement au statut dont jouissaient les forces armées en Allemagne

entre 1871 et 1945 ». (Le « plus grand compliment que l'on puisse recevoir est celui d'être un "combattant", et "le compliment le plus estimé que puisse recevoir quelqu'un pour un succès est de s'entendre dire : 'vous avez mené cette affaire comme une opération militaire'"⁶⁴ »). On peut raisonnablement en déduire qu'Israël ne se retirera des Territoires Occupés que si les Palestiniens (et leurs soutiens) parviennent à rassembler suffisamment de force pour changer le calcul des coûts de l'occupation pour Israël : c'est-à-dire, s'ils sont capables de rendre ce prix trop exorbitant à payer, pour les Israéliens.

Les précédents historiques étayent cette hypothèse. Israël s'est retiré de territoires occupés, dans le passé, à trois occasions : il s'est retiré du Sinaï égyptien, en 1957, après l'ultimatum d'Eisenhower ; il s'est retiré du Sinaï occupé, en 1979, après la démonstration de force inopinément impressionnante des Egyptiens durant la guerre d'Octobre 1973 ; et enfin, Israël s'est retiré du Liban à deux reprises, en 1985 et en 2000, en raison des pertes que lui infligeait la résistance libanaise. Ajoutons à cela qu'il semble bien que les élites au pouvoir en Israël ont sérieusement envisagé de se retirer des Territoires durant les premières années de la première Intifada (1987-1989), en raison des coûts imposés à Israël par l'insurrection palestinienne, tant sur le plan international qu'au plan interne.

Ni une guerre conventionnelle, ni une guérilla ne semblent des choix possibles, pour les Palestiniens. Le

terrorisme – mis à part le fait qu'il est moralement répréhensible (même s'il n'a rien de surprenant) – ne fera pas bouger Israël d'un pouce. Les élites israéliennes acceptent les victimes civiles, dans lesquelles elles voient un prix à payer en contrepartie de leur pouvoir (même si c'est regrettable). Elles ne sont affectées que lorsque l'armée israélienne subit des pertes ou lorsque sa capacité de dissuasion est affaiblie. À cet égard, l'évaluation faite par Sternhell de l'impact sur Israël de la seconde Intifada est éloquente: « Le nombre de victimes civiles israéliennes, au cours de l'année écoulée, est très supérieur à celui des soldats tués ou blessés. Tout bien examiné, l'armée israélienne est en train de mener une guerre de luxe: elle bombarde des villages et des villes sans défense, et cette situation convient parfaitement tant à elle-même qu'aux colons. Ils ont pleine conscience que, si l'armée connaissait autant de pertes qu'elle en avait eues au Liban, nous serions aujourd'hui en train de nous retirer des Territoires.

Nous percevons la mort de civils lors d'attaques aux armes à feu ou lors d'attentats commis par des kamikazes fous en plein cœur de nos villes, y compris la disparition de familles entières, comme un décret du sort ou comme une sorte de loi de la nature. En revanche, la mort de soldats soulève immédiatement les questions fondamentales suivantes: Quels sont les buts de la guerre ainsi menée? Pour quel objectif des soldats sont-ils en train de se faire tuer? Qui les a envoyés à la mort? Aussi longtemps que les troupes de cons-

crits ne paient pas un tribut trop lourd, aussi longtemps que les réservistes ne sont pas rappelés massivement afin de protéger l'occupation et de la défendre, la question du "pourquoi" n'est pas déterminante dans le calendrier politique national. »⁶⁵

Les précédents historiques ne manquent pas – depuis les bombardements aveugles des Alliés contre l'Allemagne jusqu'aux bombardements américains impitoyables au Vietnam – qui laissent présumer que la population civile israélienne est peu susceptible de céder face au terrorisme. Le terrorisme juif a certainement catalysé la décision britannique de mettre fin au Mandat en 1947, mais la raison fondamentale en était l'insolvabilité financière de la Grande-Bretagne au sortir de la Seconde Guerre mondiale⁶⁶.

À plus d'un égard, le recours actuel des Palestiniens au terrorisme présente une ressemblance troublante avec la campagne terroriste des sionistes contre l'occupation britannique, après la Seconde Guerre mondiale. Bien que dénonçant officiellement le terrorisme anti-britannique, Ben Gourion et l'autorité sioniste qu'il présidait – l'Agence Juive – ne coopérèrent jamais avec les Britanniques à l'arrestation de suspects et ils n'appelèrent jamais la communauté juive à respecter la loi. D'un côté, Ben Gourion affirmait que, par principe, il ne pouvait contribuer à mettre en vigueur les décrets d'une occupation injuste. « Sans soutenir le moins du monde les actes (terroristes) commis », écrivit-il aux officiels britanniques, l'« Exécutif considère la

politique menée présentement par le Gouvernement Mandataire... comme étant la première responsable de la situation tragique qui s'est installée en Palestine. L'Exécutif ne saurait envisager tranquillement que l'on puisse lui enjoindre d'apparaître dans la position présentée comme "enviable" d'être convié à participer à l'imposition de cette politique.» De l'autre, Ben Gourion plaidait la perte de contrôle sur une communauté juive qui ne pouvait plus accepter l'occupation britannique... Un rapport d'évaluation britannique de l'époque concluait que les responsables sionistes avaient fomenté le terrorisme juif, mais aussi qu'ils ne parvenaient plus à l'arrêter: « En poussant le *Yishuv* à la rébellion par leur propagande anti-britannique et anti-gouvernementale constante, ils ont à un tel point enflammé les jeunes hommes juifs et les jeunes femmes juives que les organisations terroristes juives ont reçu un coup de fouet, tant en matière de recrutement que de sympathie et de soutien dans la population juive. Aujourd'hui, l'Agence Juive découvre qu'elle n'est plus capable de faire un pas en arrière sans perdre son ascendant sur la communauté juive, et elle est poussée à encore plus d'extrémisme. Jusqu'à quel point coopère-t-elle avec les organisations terroristes, voilà qui n'est pas clair... Il existe toutefois certains indices indiquant que l'Agence Juive a eu une connaissance préalable de la plupart des incidents qui se sont produits.» Des révélations ultérieures allaient confirmer l'existence d'une telle coopération. Ainsi, par exemple, l'Agence Juive déplora publi-

quement l'attentat terroriste de grande ampleur contre l'Hôtel King David (à Jérusalem), qui entraîna la mort d'au moins 90 personnes, bien qu'elle eût approuvé à l'avance la prise pour cible de cet hôtel. La condamnation sioniste officielle, a écrit un historien, « contenait plus d'une once d'hypocrisie et d'opportunisme ». ⁶⁷

« Ce qui était intolérable – et qui était mis en pratique, dans les faits – c'était cette tentative de gagner sur les deux tableaux », releva un parlementaire britannique travailliste pro-sioniste venu sur place : « réclamer des droits constitutionnels pour l'Agence Juive, en tant que collaboratrice loyale du Mandat et, en même temps, organiser le sabotage et la résistance. » Tout en veillant à « rester dans le cadre de la légalité en tant que président de l'Agence » en condamnant le terrorisme, Ben Gourion « n'en tolérait pas moins le terrorisme comme méthode pour mettre la pression sur l'administration mandataire. » Les dirigeants sionistes approuvèrent les attentats sanglants pour une autre raison, aussi, d'après ce parlementaire britannique : le terrorisme juif « conquérait le soutien populaire », « des Juifs parfaitement honnêtes, en Palestine, ne pouvant pas s'empêcher d'admirer peu ou prou les terroristes, et même de les aider lorsque ceux-ci leur demandaient de les protéger et de les cacher chez eux. » Ben Gourion et l'Agence Juive ne pouvaient pas faire autre chose que « d'accepter le terrorisme », seul moyen pour eux « d'éviter un glissement de l'opinion publique » vers les partis sionistes extrémistes et donc, contre eux-mêmes. La seule

manière de lutter contre le terrorisme juif, concluait le parlementaire, consistait «à satisfaire les récriminations et les revendications légitimes de tous les Juifs en Palestine» et «d'évaluer objectivement... les causes historiques de l'apparition et de la croissance de ce phénomène bestial chez un peuple décent.» Si les Britanniques décidaient de satisfaire aux demandes des Juifs, ils pourraient «compter sur le soutien des éléments modérés qui les aideraient à réduire le terrorisme, et je suis persuadé que la majorité de la population (juive) se retournerait contre les extrémistes.» Si, en revanche, les Britanniques ignoraient les raisons sous-jacentes au soutien apporté par les Juifs au terrorisme et s'ils se contentaient d'exiger «le remplacement de l'Agence Juive par une autre organisation et le désarmement» de la résistance juive, avertissait notre député, «ils ne feraient que provoquer les Juifs et les inciter à apporter un soutien total, fanatique, aux extrémistes». ⁶⁸

Après que les Britanniques eurent imposé la loi martiale en rétorsion contre de multiples attaques terroristes des sionistes («Les atrocités perpétrées par les nazis n'auraient pas pu aller plus loin», allait écrire dans un éditorial, peu après, le normalement très réservé *Times* de Londres), Ben Gourion condamna avec passion les mesures draconiennes prises par les Britanniques, les accusant d'infliger une punition collective au peuple juif et de saper, en réalité, la lutte contre le terrorisme. Ne serait-ce qu'en raison de ses échos contemporains, cette dénonciation mérite d'être citée *in extenso*:

« Deux cent cinquante mille Juifs de Tel Aviv et faubourgs, le noyau dur de la vie sociale et économique du pays, et trente mille Juifs à Jérusalem, (vivant) essentiellement dans des quartiers ouvriers, coupés de tout contact normal avec le monde extérieur, confrontés à l'effondrement complet des mécanismes de la vie civilisée, à l'exception d'un ravitaillement en comestibles de première nécessité et d'un embryon de services médicaux. Une industrie amputée, un commerce paralysé, un chômage en passe de devenir catastrophique. Les matières premières pour l'industrie n'entrent plus, les produits manufacturés et les stocks disponibles ne peuvent être commercialisés à l'extérieur. Des ouvriers renvoyés de leur emploi, des enfants chassés de l'école. Ces restrictions n'ont ni affecté les terroristes ni mis un terme à leurs méfaits ; au contraire, elles n'ont fait qu'augmenter le ressentiment des populations durement frappées, créant un terreau fertile pour la propagande terroriste, et tuant dans l'œuf toutes les tentatives déployées par la communauté (juive) elle-même de lutter, seule, contre le terrorisme. La loi martiale (est) absolument futile et n'a aucun sens, à moins qu'elle ne vise en réalité à punir une population entière, à ruiner son économie et à détruire les fondations du Foyer National Juif. »⁶⁹

Il faut aussi rappeler, cependant, que bien que les attentats terroristes juifs (près d'une vingtaine par mois) aient causé des centaines de morts et de blessés parmi les (militaires et administratifs) Britanniques, ceux-ci « n'ont jamais tiré délibérément sur la foule », et « aucun

massacre de Juifs à grande échelle ne s'est jamais produit». « Des colonies juives entières n'ont pas non plus été démolies à l'explosif. » La raison de cette retenue relative des Britanniques, d'après van Creveld, était le fait que « les Britanniques reconnaissaient que les Juifs constituaient une ethnie "semi-européenne". Par contraste, les Palestiniens souffrent, du fait d'Israël, le sort fatal réservé aux non-Européens. »⁷⁰

Une révolte civile palestinienne – non violente – reprenant de manière créatrice les acquis de la première Intifada en synchronisation avec des pressions internationales – en particulier américaines – représente sans doute le moyen le plus prometteur de sortir de la crise actuelle. Cela pourrait enliser et neutraliser l'armée israélienne. L'une des préoccupations majeures d'Israël, durant la première Intifada, était la perte de moral et d'élan de l'armée, et cela était dû au fait que cette armée était occupée à réprimer par la violence toute une population civile, et que s'amenuisaient les capacités de l'armée à mener une « vraie guerre » pour laquelle on l'avait formée, engagée qu'elle était dans des « opérations de police »⁷¹. Une réserve de soutien populaire palestinien à une telle stratégie de désobéissance civile existe peut-être déjà⁷². Qu'une direction palestinienne vint à mobiliser avec succès cette réserve, il y a de bonnes raisons d'espérer que son message trouvera un écho auprès d'un assez grand nombre d'Israéliens. Le mouvement des *refuzniks*, parmi les conscrits israéliens, a suscité un débat national en Israël

et, bien que manifestant un soutien franc et massif à la répression brutale du général Sharon, les Israéliens soutiennent toujours dans à peu près la même proportion le retrait d'Israël de la Cisjordanie et de la bande de Gaza⁷³.

Ce n'est que lorsque leurs intérêts vitaux seront en danger ou lorsque l'opinion publique les aura contraints à le faire que les États-Unis imposeront à Israël le retrait total. Pas avant. Il est encore possible d'exercer sur eux des pressions de ce type. Le soutien à Israël parmi les Américains ordinaires a connu un déclin marqué⁷⁴. Une campagne est en cours – de la taille et de la profondeur du mouvement anti-apartheid en Afrique du Sud – et elle ne fait que gagner en importance sur les campus universitaires américains, qui vise à inciter les universités à désinvestir les capitaux qu'elles ont pu placer dans des institutions israéliennes⁷⁵. Apportant sa stature morale à cette campagne, l'archevêque Desmond Tutu a exhorté «les citoyens ordinaires à se montrer à la hauteur de la responsabilité du moment que nous sommes en train de vivre, les obstacles se dressant devant une nouvelle action n'égalant que la nécessité morale et l'urgence de les surmonter.»⁷⁶ Et en effet, les Européens envisagent tout un éventail d'actions, depuis le boycott au niveau des consommateurs jusqu'aux embargos sur les armements destinés à Israël, tandis que des dizaines de volontaires internationaux courageux (parmi lesquels de nombreux Juifs) se sont rendus dans les Territoires occupés afin d'y

protéger les civils palestiniens contre les attaques de l'armée et des colons israéliens et de porter à la connaissance du public les atrocités israéliennes. Les thuriféraires d'Israël, à l'instar d'Elie Wiesel, déplorent ces initiatives, dans lesquelles ils s'ingénient à voir une preuve de la résurgence de l'antisémitisme. Démolissant des allégations similaires après l'invasion du Liban par Israël, en 1982, l'universitaire israélien respecté Uriel Tal (leur) répondait: « Les hauts cris au sujet de l'antisémitisme qui relèverait sa tête hideuse partout dans le monde, ne servent qu'à dissimuler le fait que ce qui est en train de se désintégrer, dans le monde, c'est la position d'Israël, et absolument pas celle des Juifs. Les accusations d'antisémitisme ne visent qu'à enflammer le public israélien, à lui inculquer la haine et le fanatisme, à cultiver une obsession paranoïde comme si le monde entier était en train de nous persécuter et comme si tous les autres peuples, dans le monde entier, étaient contaminés par ce prétendu antisémitisme, tandis que nous, Israéliens, serions les seuls purs, les seuls immaculés. » Une chose est certaine: la situation des Juifs dans le monde ne fera que se détériorer s'ils ne se désolidarisent pas publiquement des crimes commis par Israël. Dans une dénonciation passionnée de la politique israélienne actuelle qu'il accuse « de souiller de sang l'Etoile de David », un député vétéran du parti Travailleiste britannique, parlementaire juif éminent, déplorait que « le peuple juif... est aujourd'hui symbolisé dans le monde entier par la

brute épaisse Ariel Sharon, ce criminel de guerre impliqué dans l'assassinat de centaines de Palestiniens dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila, et à nouveau, aujourd'hui, impliqué dans les tueries de Palestiniens»⁷⁷.

« Désormais, chaque matin, je me réveille, tout près de la Méditerranée, à Beyrouth, avec un sentiment de fort mauvais augure », opinait l'année dernière Robert Fisk, le correspondant d'un grand quotidien britannique au Moyen-Orient, connu pour y voir clair. « Un ouragan de feu se prépare. Nous en ignorons béatement l'approche ; et même, en réalité, nous la provoquons »⁷⁸. En dehors du fait qu'elle représente une abomination morale, l'expulsion des Palestiniens est susceptible de déclencher une réaction en chaîne dans le monde arabe, à côté de laquelle le 11 Septembre sera de la petite bière. Mais il est encore à notre portée de nous saisir de l'opportunité donnée par ces temps éminemment troublés afin d'imposer une paix équitable et durable pour Israël et pour la Palestine.

Notes

1. Voir Norman G. Finkelstein, [1995], *Image and Reality of the Israel-Palestine Conflict*, New York, pp.7-12.
(dans la suite du texte: *l&R*).
L'Etat juif envisagé ne tolérerait pas une minorité arabe dépassant 15 % de la population totale.
(voir Simha Flapan, [1987], *The Birth of Israel*, New York, p. 104).
2. Pour les répercussions, cruciales, pour le mouvement sioniste et de sa dépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne, voir *l&R*, pp. 16-20.
3. Voir *l&R*, chapitre 2.
4. Zeev Sternhell, [1998], *The Founding Myths of Israel*, Princeton, pp.43-44.
Benny Morris, [1999], *Righteous Victims*, New York, p. 91 (Shertok).
Simha Flapan, [1979], *Zionism and the Palestinians*, London, p. 143 (Ben-Gurion).
Pour plus de débat et de documentation voir *l&R*, pp. 98-110.
5. Walter Laqueur, [1976], *A History of Zionism*, New York, p. 597 (discussion, voir *l&R*, p. 198, note 13). L'annexion totale du territoire conquis avait, elle aussi, cessé d'être une option possible, ce qui explique la décision de la Grande Bretagne de publier la Déclaration Balfour (voir Isaiah Friedman,[1992], *The Question of Palestine*, New Brunswick, NJ, en particulier aux pp. 175, 188-189, 288).

6. Benny Morris, *Revisiting the Palestinian exodus of 1948*, in Eugene L. Rogan and Avi Shlaim (eds), [2001], *The War for Palestine*, Cambridge, pp. 39-40.
7. Yehoshua Porath, [1974], *The Emergence of the Palestinian-Arab National Movement, 1918-1929* (FrankCass: 1974), p. 147 (Congress).
Tom Segev, [2001], *One Palestine*, Complete, New York, pp.404-405; cf. pp. 403, 406-407, 508.
Morris, *Revisiting the Palestinian Exodus*, p. 42 (Ben-Gurion); pour le calendrier des opérations, voir aussi Shabtei Teveth, [1985], *Ben-Gurion and the Palestinian Arabs*, Oxford, p. 35.
Pour plus de discussion et de documentation sur les plans d'expulsion des sionistes, voir *lqR*, pp. 16, 103-104, et en particulier Morris, *Righteous Victims*, pp. 139-144, 168-169.
8. Morris, *Righteous Victims*, p. 37. Porath, *Emergence*, pp. 59, 62.
9. Neville J. Mandel, [1976], *The Arabs and Zionism*, Berkeley, p. 40.
Yehoshua Porath, [1970], *The Palestinian National Movement: From Riots to Rebellion*, London, pp. 91-92, 165-166, 297.
10. Voir: *lqR*, chap. 4.
11. Yosef Gorny, [1987], *Zionism and the Arabs, 1882-1948*, Oxford, p. 176; pour une analyse détaillée de la thèse de Gomy, voir *lqR*, chap. 1. Teveth, Ben-Gurion, p. 155.
12. Uri Ben-Eliezer, [1998], *The Making of Israeli Militarism*, Bloomington, p. 89 («fusion») (cf. p. 62).
Martin Gilbert, [1998], *Israel: A History*, New York, p. 312 (Dayan).
Pour la discussion, voir *lqR*, p. 106.
13. David Ben-Gurion, [1973] *My Talks with Arab Leaders*, New York, p. 3. (Pour l'aveu privé de Ben Gourion des vraies raisons motivant les attaques arabes, voir *lqR*, pp. 108, 110.)
Norman G. Finkelstein, [2000], *The Holocaust Industry*, New York, pp. 49-53, 62-63.

14. Segev, *One Palestine*, p. 182.
15. Saul Friedlander, [1997], *Nazi Germany and the Jews*, vol. I, New York, p. 219. Sur les schémas de réinstallation, voir Michael J. Cohen, [1985], *Churchill and the Jews*, London, pp. 236, 249-251, et Philippe Burrin, [1989], *Hitler and the Jews*, New York, pp. 59-61.
16. Pour les transferts de population, de l'entre-deux guerres à la période d'après la Seconde Guerre mondiale, voir Joseph B. Schechtman, [1946], *European Population Transfers, 1939-1945*, New York, et, [1962], *Postwar Population Transfers in Europe, 1945-1955*, Philadelphia ; Alfred M. de Zayas, [1977], *Nemesis at Potsdam*, London ; Andrew Bell-Fialkoff, [1996], *Ethnic Cleansing*, New York ; Norman M. Naimark, [2001], *Fires of Hatred*, Cambridge ; Segev, *One Palestine*, pp. 406-407 (Jabotinsky) (voir aussi Gorny, *Zionism*, pp. 270-271). Voir *I&R*, p. 103 pour «une expérience positive» ; Nur Masalha, [1992], *Expulsion of the Palestinians*, Washington, pp. 157-161 (Parti Travailleiste) ; Bertrand Russell, [1943], *The Role of the Jewish State in Helping to Create a Better World*, repris in *Zionism* [1981].
17. Sasson Sofer, [1998], *Zionism and the Foundations of Israeli Diplomacy*, Cambridge, p. 367. Richard Crossman, [1947], *Palestine Mission*, London, pp. 33, 152, 167. Kenneth Ray Bain, [1979], *The March to Zion*, London, p. 35 (Wallace) (cf. pp. 34-36 pour l'identification par les Américains de la conquête sioniste avec la conquête américaine de l'Ouest). Pour une comparaison détaillée entre l'entreprise sioniste et la conquête de l'Ouest américain, voir *I&R*, pp. 89-98, et en particulier Norman Finkelstein, [1996], *The Rise and Fall of Palestine*, Minn., pp.104-121. (dans la suite du texte : *R&F*).

18. Voir *I&R*, chap. 3; pour plus de preuves étayant l'argumentation de ce chapitre, voir Laila Parsons, *The Druze and the birth of Israel*, in *Rogan and Shlaim, War*, chap. 3, ainsi que Ben-Eliezer, *Making*, pp. 170-181. Pour les comparaisons évoquées récemment par les courants politiques dominants en Israël avec l'expulsion des Albanais pratiquée par les Serbes (Kosovo), voir Finkelstein, *Holocaust*, pp. 70-71.
19. Sternhell, *Founding Myths*, p. 173 (Katznelson; pour le soutien de Katznelson au transfert forcé, voir p.176). Theodore Roosevelt, [1889], *The Winning of the West*, New York, vol. 4, p. 54.
20. Wm. Roger Louis, [1984], *The British Empire in the Middle East, 1945-1951*, Oxford, pp. 117, 448, 614. Michael J. Cohen, [1982], *Palestine and the Great Powers, 1945-1948*, Princeton, pp. 197-198, 201.
21. Voir: *I&R*, pp. 10-11, 15, 102-103. Teveth, Ben-Gurion, p. 101 (cf. pp. 129, 187-190). Pour d'abondantes preuves que, même en l'absence de toute agression arabe, les dirigeants sionistes n'ont jamais eu l'intention de respecter les frontières fixées par la Résolution de Partage de 1947, voir: Ben-Eliezer, *Making*, pp. 144, 150-151.
22. Pour la guerre de Juin (« Guerre des Six Jours »), voir *I&R*, chap. 5.
23. Pour les impératifs territoriaux des sionistes, après 1948, voir *I&R*, p. 143. Martin Gilbert, [1998], *Israel: A History*, New York, p. 393. Michael Oren, [2002], *Six Days of War*, Oxford, p. 312. Sternhell, *Founding*, p. 330.

24. Yosef Weitz, officiel sioniste influent au moment de l'expulsion de 1948, mit en garde, de manière très significative, après les conquêtes de la guerre de 1967, sur la nécessité de préserver le caractère juif de l'Etat d'Israël en faisant en sorte de « toujours maintenir la minorité non-juive au-dessous des 15 % de la population » (Voir Nur Masalha, [1997], *A Land Without A People*, London, p. 79).
25. M. Cherif Bassiouni, [1999], *Crimes Against Humanity in International Criminal Law*, Boston, pp. 312 (« de manière non équivoque »), 322 (voir pp. 312-327 pour le développement historique du droit international en matière de déportation).
26. Voir *lqR*, pp. 144-147.
27. Voir *lqR*, pp. 221-222, note 63.
28. Voir *lqR*, chap. 6.
29. Geoffrey Aronson, [1987], *Creating Facts*, Washington, pp. 14 et suivantes. (Allon plan). Sofer, *Zionism*, p. 385. Finkelstein, *Holocaust*, pp. 47-48.
30. Voir *lqR*, pp. 147-148.
31. Pour la mission Jarring, voir *lqR*, pp. 151 et suivantes.
32. [2001], *Foreign Relations of the United States, 1964-1968*, Volume XX, Washington, DC, pp. 619, 634-635 (meant/never meant : signifiait/n'a jamais signifié), 639, 639 (large chunks/non-starter: de larges parties/ n'apportait aucune ouverture), 641, 654 (unacceptable: inacceptable), 655, 699.
33. Noam Chomsky, [1983], *The Fateful Triangle*, Boston, pp. 65-66. Pour les mobiles stratégiques derrière ce revirement politique des Etats-Unis et ses répercussions pour les Juifs américains, voir Finkelstein, *Holocaust*, chap. 1.

34. Pour une recension exhaustive des vetos isolés des Etats-Unis au Conseil de Sécurité et des votes négatifs israélo-américains à l'Assemblée Générale, sur le conflit du Moyen-Orient, voir Finkelstein, *R&F*, pp. 53-57.
35. Uri Savir, [1998], *The Process*, New York, p. 6.
36. Avner Yaniv, [1987], *Dilemmas of Security*, Oxford, pp. 20 (approche de compromis), 70 (offensive de paix). Pour discussion plus approfondie et documents, voir *R&F*, pp. 44-45.
37. Pour une documentation détaillée de la répression israélienne, Voir *R&F*, chap. 3.
38. Savir, *Process*, pp. 5, 25. Pour le précédent du gouvernement britannique en Palestine, Voir Baruch Kimmerling et Joel S. Migdal, [1994], *Palestinians: The Making of a People*, Cambridge, pp. 86, 90-91, ainsi que Porath, *Emergence*, p. 202. Les Britanniques imposèrent leur gouvernement indirect dans leur Empire, pour la première fois, après avoir écrasé brutalement l'insurrection indienne, en 1857. Le commentaire de Victor Kiernan sur cette stratégie des Britanniques pourrait servir aisément d'épigraphe au processus d'Oslo: « Des gouvernants la veille encore stigmatisés sous l'appellation de tyrans orientaux se voyaient du jour au lendemain portés aux nues en qualité de dirigeants naturels de leur peuple. Laisser un tiers du pays sous le gouvernement des maharadjahs pouvait être présenté de manière spécieuse comme une concession aux sentiments des Indiens; et si – comme c'était de plus en plus le cas – les conditions y étaient pires que dans l'Inde Britannique, les nationalistes pourraient être invités à réfléchir aux conséquences de l'auto-gouvernement. » ([1969], *The Lords of Human Kind*, Boston, p. 52).

39. Meron Benvenisti, [1995], *Intimate Enemies*, New York, pp. 218, 232.
Savir, *Process*, p. 147. Pour une analyse en détail des accords d'Oslo, voir Norman G. Finkelstein, [Juillet-Août 1996], «Whither the "Peace Process" ?» in *New Left Review*. Pour un panorama complet des développements de l'après-Oslo, voir Nicholas Guyatt, [1998] *The Absence of Peace*, London.
40. Mai 2002.
41. Daniel Williams, [31 Mai 2002], «Settlements Expanding Under Sharon», in *Washington Post*. [15 Juin 2002], «Les experts de l'ONU disent que les colonies et les démolitions de maisons sont des crimes de guerre», in *Haaretz*. Jackson Diehl, [23 Juillet 2002], «Making a Palestinian state impossible», («Rendre un Etat palestinien impossible»), in *Washington Post*.
42. Amira Hass, [22 mai 2002], «Donors are funding cantonization», [«Les donateurs financent la cantonalisation»], in *Haaretz*. Brian Whitaker, [22 mai 2002], «UN to feed 500000 needy Palestinians», [«L'ONU va devoir nourrir 500000 Palestiniens nécessiteux»], in *Guardian*. Karen DeYoung, [15 juin 2002], «Hezbollah Buildup in Lebanon Cited», [«Les concentrations du Hezbollah au Liban mises en accusation»], in *Washington Post* (unemployment/chômage). Justin Huggler, [6 août 2002], «Palestinians face disaster, warns US government group», [«Les Palestiniens sont confrontés à un désastre, avertit un groupe appartenant au gouvernement américain»] in *Independent* (malnutrition). Thomas O'Dwyer, [24 mai 2002], «Nothing Personal: Parts and Apartheid», in *Haaretz* («appalling» / (situation) 'alarmante').

43. Voir : Norman G. Finkelstein, [Novembre/Décembre 1998], «Securing Occupation: The Meaning of the Wye River Memorandum», [«Garantir la poursuite de l'occupation: la signification du mémorandum de Wye River»], in *New Left Review* et, en particulier: Mouin Rabbani, [2001], «A Smorgasbord of Failure,» in Roane Carey (ed), *The New Intifada*, chap. 3.
44. Hussein Agha et Robert Malley, [9 août 2001, 13 juin 2002, 27 juin 2002], «Camp David: The Tragedy of Errors», «Camp David and After: An Exchange - A Reply to Ehud Barak», «Camp David and After - Continued: Robert Malley and Hussein Agha reply» in *New York Review of Books*. (Citations de Robert Malley tirées du deuxième article) David Clark, [10 avril 2002], «The brilliant offer Israel never made» [«L'offre extraordinaire qu'Israël n'a jamais faite»] in *Guardian* (David Clark est un diplomate britannique).
45. Pour le texte du plan de paix saoudien, voir : [28 mars 2002] in *Guardian*; pour sa version révisée sur le point du «droit au retour», voir Suzanne Goldenberg, [29 mars 2002], «Arab leaders reach agreement by fudging refugee question» [«Les dirigeants arabes parviennent à un accord en éludant le problème des réfugiés»], in *Guardian*. Aviv Lavie, [5 avril 2002], «So what if the Arabs want to make peace?» [«Les Arabes veulent faire la paix? Et alors? Où est le problème?»], in *Haaretz*. Pour un commentaire pénétrant, voir Uri Avnery, [4 mars 2002], «How to Torpedo the Saudis», sur le site: <http://www.counterpunch.org/avnerysaudis.html>.
46. Amira Hass, [1er novembre 2000], «The mirror does not lie», in *Haaretz*. Jane's Foreign Report (12 Juillet 2001). Robert Fisk, [11 septembre 2000], «One year on: A view from the Middle East», in *Independent*. Fisk pointe du doigt, à bon escient, l'ordre impérial imposé au monde arabe par les Britanniques et les Français au lendemain de la Première Guerre mondiale, en tant que précédent des projets politiques actuels des États-Unis.

47. Shulamit Aloni, [18 janvier 2002], « You can continue with the liquidations », in *Yediot Aharonot*; cf. Tanya Reinhart, [19 décembre 2001], « Evil Unleashed », sur le site <http://www.zmag.org>.
48. Pour le contexte de la guerre au Liban, voir *R&F*, pp. 44-45 et les sources citées. Les données officielles israéliennes se trouvent sur le site : <http://www.ou.org/yerushalayim/yomhazikaron/default.htm>.
49. Amir Oren, [25 janvier 2002], « At the gates of Yassergrad », in *Haaretz*, et Uzi Benziman, [01 février 2002], « Immoral Imperative », in *Haaretz* (officier israélien). Chris Hedges, [2002], *War is a force that gives us meaning*, New York, p.94 ; voir son article : [octobre 2001], « A Gaza Diary », in *Harpers* (la phrase citée provient d'une interview sur National Public Radio interview). Jessica Montell, [juillet-août 2002], « Operation Defensive Shield: the Propaganda and the Reality », in *Tikkun* et www.btselem.org (90%). [2 août 2002], Editorial, *Guardian* (« tués et blessés »).
50. Human Rights Watch, [mai 2002], « Jenin: IDF Military Operations ». Suzanne Goldenberg, [27 avril 2002], « Across West Bank, daily tragedies go unseen », in *Guardian* (« pas si différent »). Edward Cody, [21 mai 2002], « Unnoticed Nablus May Have Taken West Bank's Worst Hit », in *Washington Post*. Naplouse a été la ville la plus touchée, avec 75 Palestiniens tués, dont 50 civils, à comparer avec la mort d'un seul soldat israélien.
- 50^{bis}. Tsadok Yeheskeli, [31 mai 2002], « I made them a stadium in the middle of the camp », in *Yediot Aharonot*. Montell, « Operation Defensive Shield » (B'Tselem). Amira Hass, [6 mai 2002], « Someone even managed to defecate into the photocopier », in *Haaretz*.

51. [13 juin 2002], «Camp David and After: An Exchange – An Interview with Ehud Barak», in *New York Review of Books* (Barak). En ce qui concerne Elie Wiesel, voir Megan Goldin, Reuters (11 Avril 2002); Greer Fay Cushman, [12 avril 2002], «Wiesel: World doesn't understand threat of suicide bombers», [Wiesel: «Le monde ne comprend pas la menace que représentent les attentats suicides»] in *Jerusalem Post*; CNN (14 Avril 2002); Caroline B. Glick, [19 avril 2002], «We must not let the hater define us,» [«Nous ne devons pas permettre que le porteur de haine nous dicte notre conduite»] in *Jerusalem Post*; interview d'Elie Wiesel par Gabe Pressman au cours de l'émission télévisée «News Forum» (21 Avril 2002). (9 Octobre 2002); voir Elie Wiesel, [22 décembre 2002], «War is the only option», in *Observer*; [11 décembre 2002], in *Haaretz*.
52. Jin Huggler, [23 juillet 2002], «Ten killed in Israeli air strike on home of Hamas chief», [«Dix tués dans un raid aérien israélien contre le domicile d'un responsable du Hamas»] in *Independent*. Uli Schmetzer, [23 juillet 2002], «Israeli strike kills at least 12 in Gaza», [«Un raid israélien tue au moins douze Palestiniens à Gaza»] in *Chicago Tribune*. Bradley Burston, [24 juillet 2002], «Background/Shehada "hit" sends shockwaves back to Israel», [«Les frappes contre les Martyrs envoient des ondes de choc en retour jusqu'en Israël»] in *Haaretz* (dirigeant du parti Meretz). Akiva Eldar, [25 juillet 2002], «How to cease from a cease-fire», [«Comment en finir avec un cessez-le-feu»] in *Haaretz*. Gideon Samet, [26 juillet 2000], «It's a horror story, period», [«C'est une question d'honneur. Un point c'est tout»] in *Haaretz*. Graham Usher, [27 juillet 2002], «Sharon accused of shattering ceasefire» [«Sharon accusé de rompre le cessez-le-feu»] in *Guardian*. Akiva Eldar, [30 juillet 2002], «If there's smoke, there's no cease-fire» [«Il n'y a pas de fumée avec un cessez-le-feu!»] in *Haaretz*. [30 juillet 2002], «Letter for an American editor» in *Haaretz* (Texte d'un projet de déclaration publique). Cameron Barr, [8 octobre 2002], «Israel stokes a cooling conflict»,

in *Christian Science Monitor*. Amos Harel et Aluf Benn, [8 octobre 2002], « Full Gaza invasion is 'just a matter of time », Israel says [« Pour Israël, l'invasion de l'ensemble de Gaza n'est qu'une question de temps »], in *Haaretz*. Pour les aspects fondamentaux du contexte et des développements possibles, voir Mouin Rabbani et son analyse très brillante, comme il est de règle avec cet auteur : « The Costs of Chaos in Palestine » [« Les coûts du chaos en Palestine »] www.merip.org.

53. Amira Hass, [14 août 2002], « Making life difficult for the Palestinian peace camp » [« Comment rendre la vie difficile au camp de la paix palestinien »] in *Haaretz*.
54. Finkelstein, « Whither the "Peace Process" ? » [« Où va le "processus de paix" ? »], p. 148.
55. [15 octobre 2000], « Israel must end the hatred now » [« Israël doit mettre fin à la haine. Maintenant »] in *Observer*. Haroon Siddiqui, [16 mai 2002], « Tutu likens Israeli actions to apartheid » [« Monseigneur Desmond Tutu compare les agissements d'Israël à ceux de l'Apartheid »], in *Toronto Star* (Brzezinski). Desmond Tutu, [29 avril 2002], « Apartheid in the Holy Land » [« L'Apartheid – en Terre sainte ! »] in *Guardian*.
56. Jonathan Steele, [6 juin 2002] « The Bush doctrine makes nonsense of the UN charter », (« La doctrine Bush ignore royalement la charte de l'ONU ») in *Guardian*.
57. Sur les « Nouveaux Historiens », voir : *laQR*, chap. 3.

58. [14 mars 2002], « Many Israelis content to see Palestinians go », (Nombreux sont les Israéliens à être contents de voir les Palestiniens partir) in *Chicago Sun-Times* (sondage de l'institut Jaffee).
 Ari Shavit, [22 mars 2002], « Waiting for the sign », in *Haaretz*.
 Tom Segev, [5 avril 2002], « A black flag hangs over the idea of transfer », (« Un drapeau noir flotte au-dessus de l'idée de transfert ») in *Haaretz*.
 Gil Hoffman, [10 mai 2002], « Fight on the right », (« Bataille, à droite ») in *Jerusalem Post*.
 Lily Galili, [28 juin 2002], « A Jewish demographic state », in *Haaretz*.
 Boaz Evron, [11 septembre 2002], « Demography as the enemy of democracy », in *Haaretz*.
 Cypel Sylvain, [30 mai 2002], « Benny Morris, le nouvel historien, a rejoint le consensus israélien », in *Le Monde* (cf. Baudouin Loos, [25 février 2001], « Interview with Benny Morris » <http://msanews.mynet.net/Scholars/Loos/morris2001.html>; [23 novembre 2001], « The Arabs Are Responsible », (« La faute aux Arabes ») in *Yediot Ahronot*; [décembre 2001], « The Arabs Are The Same Arabs », (« Les Arabes restent des Arabes ! »), in *Between the Lines*;
 Benny Morris, [21 février 2002], « Peace? No chance », in *Guardian*. Pour la notion de « transfert » dans le discours politique israélien, depuis la fondation de l'Etat, voir Masalha.
59. Yael Zerubavel, [1995], *Recovered Roots*, Chicago, p. 183; cf. p. 14. Teveth, Ben-Gurion, p. 36 (Le « miracle » de la Déclaration Balfour). Louis, *British Empire*, p. 487 (Le « miracle » de la Résolution de Partage de la Palestine); cf. pp. 395, 445, 460. James McDonald, *My Mission to Israel* (New York: 1952), p. 176 (1948: une « simplification providentielle »).

60. «Hardball with Chris Matthews», Transcription (1er Mai 2002) <http://www.adc.org/action/2002/02May2002.htm> (Delay et Arme). «Peace in the Middle East» Senate Floor Statement par le sénateur James M. Inhofe (Républicain, Oklahoma), <http://inhofe.senate.gov/flo30402.html> (4 Mars 2002). Ali Abunimah, [28 août 2002], «The growing clamor for ethnic cleansing» (La clameur croissante en faveur de la purification ethnique) in *Electronic Intifada* (Clinton). Ami Eden, [7 juin 2002], «Top Lawyer Urges Death For Families of Bombers», (Un juriste éminent recommande la peine de mort pour les familles de kamikazes) in *Forward*. Alan Dershowitz, [11 mars 2002], «New response to Palestinian terrorism », in *Jerusalem Post*. Alan Dershowitz, [2002], *Shouting Fire*, New York, p. 476-477. Benny Morris, [1993], *Israel's Border Wars*, (Les guerres d'Israël pour ses frontières) 1949-1956, Oxford, chap. 8 (massacre de Qibya). Ritchie Ovendale, [1996], *Britain, the United States and the Transfer of Power in the Middle East, 1945-1962*, (La Grande-Bretagne, les Etats-Unis et le transfert du pouvoir au Moyen-Orient : 1945-1962) New York, p. 97 (Journaux américains). Boris Shusteff, [3 juillet 2002], «The Logistics of Transfer» www.gamla.org.il/english/article/2002/july/b1.htm (voir la section «E. Israel's Actions in Yesha and the relocation itself») (voir la section E : Les actions d'Israël - Yesha et la réinstallation elle-même). Pour le recours des courants dominants du sionisme aux représailles terroristes durant les dernières années du mandat britannique, voir *I&R*, pp. 112-114, et Ben-Eliezer, *Making*, chap. 1-2.

61. Voir *la R*, chap. 2.
62. Les phrases citées et les informations relatives au projet d'un film proviennent de «The Rehabilitation of Joan Peters: Discredited Author Finds a New Audience», («La réhabilitation de Joan Peters : un auteur discrédité trouve un nouveau public») in *The Rittenhouse Review* (19 Juin 2002) http://rittenhouse.blogspot.com/2002_06_16_rittenhouse_archive.html.
Pour le site web de Peters, voir http://www.israelunitycoalition.com/Speakers_Bureau/j_peters.htm.
Pour la propagation du mythe de Peters par les organisations sionistes canadiennes, voir Myron Love, [21 février 2002], «Arab journalist puts lie to Palestinian claims», in *Canadian Jewish News*.
63. [28 avril 2002], «Sharon's plan is to drive Palestinians across the Jordan», (Le plan de Sharon est d'expulser les Palestiniens par-delà le Jourdain) in *Sunday Telegraph*, (Creveld).
Menachem Shalev, [19 novembre 1989], «Netanyahu recommends large-scale expulsions», in *Jerusalem Post*.
Meron Benvenisti, [15 août 2002], «Preemptive warnings of fantastic scenarios», («Avertissements préventifs pour scénarios extravagants») in *Haaretz*.
64. Boas Evron, [1995], *Jewish State Or Israeli Nation? (Etat Juif, ou Nation israélienne?)*, Bloomington, IN, pp. 169, 237.
Sternhell, *Founding Myths*, p. 331.
Martin van Creveld, [1998], *The Sword and the Olive*, New York, pp. 123-125, 154.
65. Zeev Sternhell, [8 mars 2002], «Balata has fallen», («Balata est tombé») in *Haaretz*.
66. Cohen, *Palestine*, pp. 247, 249.
Lewis, *British Empire*, pp. 467, 476.

67. Cohen, *Palestine*, pp. 69, 79, 90-91, 230, 238-239.
Pour discussion plus approfondie, notamment le soutien des Juifs américains à la campagne de terreur sioniste, voir David Hirst, [1997], *The Gun and the Olive Branch*, London, pp. 108-123.
68. Crossman, *Palestine*, pp. 129, 169-170, 178-181.
69. Cohen, *Palestine*, p. 239, 245 (éditorial du Times).
70. Van Creveld, *Sword*, pp. 57-61.
71. Van Creveld, *Sword*, pp. 361-362.
72. Edward Said, [4 février 2002], «A New Current in Palestine», in *The Nation*.
73. Pour plus de détails sur le mouvement des *refuzniks* et des dissidents israéliens, voir Roane Carey et Jonathan Shainin (ed.), [2002], *The Other Israel*, New York.
74. Janine Zacharia, [13 juin 2002], «Poll shows Americans support for Israel in decline», (Un sondage montre un déclin du soutien américain à Israël) in *Jerusalem Post*.
75. Alisa Solomon, [26 décembre 2001], «Stop American Billions for Jewish Bombs» [«Arrêtez les milliards de dollars américains qui financent les bombes juives»] in *Village Voice*. Liza Featherstone, [17 juin 2002], «The Mideast War Breaks Out On Campus» [«La guerre au Moyen-Orient éclate en plein campus»] in *Nation*.
76. Desmond Tutu, [14 juin 2002], «Build moral pressure to end

the occupation», («Il faut faire monter la pression morale pour qu'un terme soit mis à l'occupation») in *International Herald Tribune*,
voir aussi: Desmond Tutu et Ian Urbina, [15 juillet 2002], «Against Israeli Apartheid», («Contre l'apartheid israélien») in *Nation*.

77. Evron, *Jewish State*, p. 96 (Tal).

Nicholas Watt, [17 avril 2002], «MP accuses Sharon of "barbarism"», («Un député accuse Sharon de "barbarie"») in *Guardian*.

78. Robert Fisk, [25 mai 2002], «There is a firestorm coming, and it is being provoked by Mr Bush», («Un ouragan approche. C'est M. Bush qui le provoque») in *Independent*.